

**RAPPORT
DU COMITÉ DU PROGRAMME
ET DE LA COORDINATION
sur les travaux de sa trentième session**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-CINQUIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 16 (A/45/16)



NATIONS UNIES

New York, 1991

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

Chapitre	Paragraphes	Page
ABREVIATIONS		viii
<u>Première partie : Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de la première partie de sa trentième session, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 7 mai au 11 juin 1990</u>		
I. ORGANISATION DE LA SESSION	1 - 11	2
A. Ordre du jour	2 - 3	2
B. Election du bureau	4	2
C. Participation	5 - 9	2
D. Documentation	10	4
E. Adoption du rapport du Comité	11	4
II. EXAMEN DE L'EFFICACITE DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	12 - 25	5
III. QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME	26 - 369	8
A. Projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997	26 - 332	8
Considérations générales	26 - 43	8
Introduction	44 - 67	10
Programme 1. Bons offices et rétablissement de la paix, maintien de la paix, recherche et collecte d'informations	68 - 81	12
Programme 2. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité	82 - 88	14
Programme 3. Affaires politiques, affaires de l'Assemblée générale et services de secrétariat	89 - 91	15
Programme 4. Questions politiques spéciales, tutelle et décolonisation	92 - 97	15

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>		<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Programme 5.	Question de Palestine	98 - 104	16
Programme 6.	Elimination de l' <u>apartheid</u>	105 - 109	17
Programme 7.	Désarmement	110 - 120	18
Programme 8.	Utilisations pacifiques de l'espace	121 - 126	19
Programme 9.	Droit international	127 - 132	21
Programme 10.	Droit de la mer et affaires maritimes	133 - 139	22
Programme 11.	Questions et politiques générales, y compris la coordination	140 - 146	22
Programme 12.	Questions et politiques relatives au développement mondial	147 - 153	24
Programme 13.	Commerce international	154 - 161	24
Programme 14.	Financement du développement, flux de ressources et dette extérieure ..	162 - 166	25
Programme 15.	Pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires, et programmes spéciaux	167 - 175	26
Programme 16.	Environnement	176 - 192	28
Programme 17.	Science et technique au service du développement	193 - 195	30
Programme 18.	Population	196 - 198	30
Programme 19.	Ressources naturelles	199 - 205	30
Programme 20.	Energie	206 - 211	31
Programme 21.	Administration et finances publiques	212 - 217	31
Programme 22.	Etablissements humains	218 - 223	32
Programme 23.	Sociétés transnationales	224 - 232	33
Programme 24.	Statistiques	233 - 237	34
Programme 25.	Questions et politiques mondiales dans le domaine social	238 - 242	34
Programme 26.	Intégration de groupes sociaux	243 - 247	35

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>		<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
	Programme 27. Promotion de la femme	248 - 251	35
	Programme 28. Contrôle international des drogues	252 - 254	36
	Programme 29. Prévention du crime et justice pénale	255 - 258	37
	Programme 30. Coopération régionale pour le développement en Afrique	259 - 263	37
	Programme 31. Coopération régionale pour le développement en Asie et dans le Pacifique	264 - 267	38
	Programme 32. Coopération régionale pour le développement en Europe	268 - 271	38
	Programme 33. Coopération régionale pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes	272 - 277	39
	Programme 34. Coopération régionale pour le développement en Asie occidentale ..	278 - 283	40
	Programme 35. Promotion et protection des droits de l'homme	284 - 304	40
	Programme 36. Protection internationale des réfugiés et assistance aux réfugiés	305 - 312	43
	Programme 37. Secours en cas de catastrophe et atténuation des effets des catastrophes, et programmes spéciaux d'urgence	313 - 319	44
	Programme 38. Information	320 - 332	44
B.	Exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1988-1989 ...	333 - 343	46
C.	Evaluation	344 - 369	48
IV.	QUESTIONS DE COORDINATION	370 - 421	53
A.	Analyse interorganisations des programmes du système des Nations Unies concernant le développement industriel	370 - 384	53

TABLE DES MATIERES (suite)

Chapitre	Paragraphes	Page
B. Suite donnée à l'analyse interorganisations des programmes d'activité des organismes des Nations Unies dans les domaines de la recherche économique et sociale et de l'analyse décisionnelle	385 - 389	55
C. Coordination dans le système des Nations Unies	390 - 411	55
D. Projet de plan d'action à l'échelon du système sur la lutte contre l'abus des drogues	412 - 421	59
V. RAPPORTS DU CORPS COMMUN D'INSPECTION	422 - 437	61
VI. EXAMEN DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA TRENTIEME SESSION DU COMITE	438 - 440	63

Annexes

I. ORDRE DU JOUR DE LA TRENTIEME SESSION DU COMITE	65
II. LISTE DES DOCUMENTS DONT LE COMITE ETAIT SAISI LORS DE LA PREMIERE PARTIE DE SA TRENTIEME SESSION	66
III. INCIDENCES SUR LE BUDGET-PROGRAMME DES RECOMMANDATIONS CONTENUES DANS LE RAPPORT DU COMITE DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION SUR LES TRAVAUX DE LA PREMIERE PARTIE DE SA TRENTIEME SESSION : ETAT PRESENTE PAR LE SECRETAIRE GENERAL CONFORMEMENT A L'ARTICLE 4.8 DU REGLEMENT ET DES REGLES REGISSANT LA PLANIFICATION DES PROGRAMMES, LES ASPECTS DU BUDGET QUI ONT TRAIT AUX PROGRAMMES, LE CONTROLE DE L'EXECUTION ET LES METHODES D'EVALUATION	70

Deuxième partie : Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de la seconde partie de sa trentième session, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 17 au 22 septembre 1990

I. ORGANISATION DE LA SESSION	1 - 8	74
A. Ordre du jour	2	74
B. Participation	3 - 6	74
C. Documentation	7	75
D. Adoption du rapport du Comité	8	75
II. QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME	9 - 47	75
A. Projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997	9 - 20	75

TABLE DES MATIERES (suite)

Chapitre	Paragraphe	Page
1. Programme 45. Redressement, développement et transformation économiques de l'Afrique	9 - 17	75
2. Programme 31. Coopération régionale pour le développement en Asie et dans le Pacifique	18 - 20	77
B. Plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993	21 - 37	78
C. Questions relatives au budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991	38 - 47	81
1. Rapport du Secrétaire général sur le réexamen des fonctions et de l'appui administratif des départements auxquels ont été confiés des mandats intéressant les questions de développement social à l'échelle mondiale	38 - 40	81
2. Prévisions révisées pour les chapitres 3, 13, 27 et 31 et le chapitre premier des recettes ..	41 - 47	81

Annexes

I. ORDRE DU JOUR DE LA REPRISE DE LA TRENTIEME SESSION DU COMITE	83
II. LISTE DES DOCUMENTS DONT LE COMITE ETAIT SAISI A LA REPRISE DE SA TRENTIEME SESSION	84

ABREVIATIONS

CAC	Comité administratif de coordination
CCI	Centre (CNUCED/GATT) du commerce international
CCI	Corps commun d'inspection
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement
CPC	Comité du programme et de la coordination
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Première partie

**RAPPORT DU COMITE DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION SUR LES
TRAVAUX DE LA PREMIERE PARTIE DE SA TRENTIEME SESSION***

**Tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies
du 7 mai au 11 juin 1990**

* Initialement publié le 20 juin 1990 sous forme ronéotypée sous la cote A/45/16 (Partie I) et Add.1.

I. ORGANISATION DE LA SESSION

1. Le Comité du programme et de la coordination (CPC) a tenu au Siège de l'Organisation des Nations Unies une séance d'organisation (1re séance), le 2 avril 1990, et sa trentième session, du 7 mai au 11 juin. Il a tenu 58 séances (2e à 59e séances).

A. Ordre du jour

2. L'ordre du jour de la trentième session, adopté par le Comité à sa 1re séance, figure à l'annexe I.

3. Lorsqu'il a adopté l'ordre du jour, le Comité, conformément à la décision prise à sa vingt-quatrième session 1/, a décidé d'examiner à sa trentième session le rapport ci-après du Corps commun d'inspection : rapport final sur l'application de la résolution 32/197 de l'Assemblée générale relative à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies (A/44/486 et Add.1).

B. Election du bureau

4. A ses 1re et 2e séances, le Comité a élu par acclamation le bureau suivant :

<u>Président</u> :	M. Andrzej Abraszewski (Pologne)
<u>Vice-présidents</u> :	M. Ado Vaher (Canada) M. Jorge Duhalt (Mexique) Mlle Fauzia Mufti Abbas (Pakistan)
<u>Rapporteur</u> :	M. David Etuket (Ouganda)

C. Participation

5. Les Etats suivants, membres du Comité, étaient représentés :

Algérie	Kenya
Allemagne, République fédérale d'	Maroc
Argentine	Mexique
Autriche	Ouganda
Bahamas	Pakistan
Bahreïn	Pologne
Bangladesh	Roumanie
Bénin	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Cameroun	Sri Lanka
Canada	Suède
Chine	Trinité-et-Tobago
Colombie	Union des Républiques socialistes soviétiques
Côte d'Ivoire	Venezuela
Cuba	Yougoslavie
Etats-Unis d'Amérique	Zambie
France	
Inde	
Japon	

6. Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ci-après étaient représentés par des observateurs :

Australie
Belgique
Bolivie
Brésil
Chili
Costa Rica
Egypte
Equateur
Espagne
Ethiopie
Finlande
Grèce
Grenade
Hongrie

Indonésie
Irlande
Italie
Jamahiriya arabe libyenne
Jamaïque
Malaisie
Norvège
Pays-Bas
Pérou
Portugal
République démocratique allemande
République-Unie de Tanzanie
Thaïlande
Tunisie

7. Les institutions spécialisées suivantes étaient représentées :

Organisation internationale du Travail
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Organisation mondiale de la santé
Banque mondiale
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Agence internationale de l'énergie atomique

8. L'organisation intergouvernementale ci-après était représentée :

Commission des Communautés européennes

9. Ont également assisté à la session le Sous-Secrétaire général à la planification des programmes, au budget et aux finances, Contrôleur, et d'autres hauts fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, dont le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, aux affaires de l'Assemblée générale et aux services de secrétariat et ses représentants, le Secrétaire général adjoint aux questions politiques spéciales, à la coopération régionale, à la décolonisation et à la tutelle et ses représentants, et le Secrétaire général adjoint à l'information et ses représentants, la Directrice générale, Chef du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires et Coordinatrice de toutes les activités des Nations Unies contre la drogue, ainsi que des représentants du Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale du Bureau de la planification des programmes, du budget et des finances, du Département des affaires économiques et sociales internationales, du Département de la coopération technique pour le développement, de la CNUCED, de la Commission économique pour l'Europe (CEE), de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Des représentants du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du Centre pour les droits de l'homme, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les

réfugiés (HCR), de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et du Centre (CNUCED/GATT) du commerce international ont également assisté à la session. A l'invitation du Comité, M. Saleh E. Ibrahim, Inspecteur du Corps commun d'inspection, a également participé aux travaux.

D. Documentation

10. La liste des documents dont le Comité était saisi à sa trentième session figure à l'annexe II.

E. Adoption du rapport du Comité

11. A ses 51^e à 59^e séances, du 7 au 11 juin 1990, le Comité a adopté le projet de rapport sur les travaux de la première partie de sa trentième session (E/AC.51/1990/L.3 et Add.1 à 53), tel qu'il avait été révisé et modifié oralement au cours du débat.

II. EXAMEN DE L'EFFICACITE DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

12. A ses 15e, 17e, 18e, 20e et 21e séances, les 16, 17, 18, 21 et 22 mai, le Comité a examiné le rapport analytique du Secrétaire général sur l'application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale (A/45/226).

Conclusions et recommandations

13. En ce qui concerne la méthode suivie par le Secrétaire général pour l'établissement de son rapport analytique, le Comité a noté que ce dernier n'était pas rigoureusement conforme aux dispositions du paragraphe 28 de son rapport sur les travaux de sa vingt-neuvième session. Il a toutefois jugé qu'en suivant la structure du rapport du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies 2/, le rapport analytique fournissait des informations à jour concernant la suite donnée aux diverses recommandations du Groupe.

14. Le Comité a noté que le rapport présenté par le Secrétaire général constituait, dans l'ensemble, un compte rendu utile des mesures prises pour donner suite à la résolution 41/213 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1986 et indiquait les domaines dans lesquels de nouvelles mesures s'imposaient.

15. Le Comité s'est déclaré satisfait des progrès accomplis dans nombre de domaines pour lesquels la résolution 41/213 prévoyait des réformes, et c'est grâce aux efforts déployés conjointement par les Etats Membres, le Secrétaire général et le personnel de l'Organisation.

16. Tout en notant les domaines pour lesquels les progrès n'avaient été que limités, voire impossibles, notamment dans les secteurs économique et social, le Comité a partagé l'opinion du Secrétaire général selon laquelle, dans un certain nombre de domaines, l'Organisation avait procédé du mieux qu'elle avait pu aux réformes qui lui avaient été demandées. Le Comité s'est également accordé à penser, comme le Secrétaire général, que l'amélioration de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation était un processus permanent et que l'Organisation devait entrer dans une phase de consolidation de façon à mieux faire face aux enjeux des années 90.

17. Le Comité a noté que, comme il l'avait indiqué lors de son examen du rapport sur l'exécution du programme, les indices qui y étaient fournis ne permettaient pas d'évaluer aisément et de façon globale les incidences réelles de l'application de la recommandation 15 sur les programmes.

18. Le Comité a décidé qu'il fallait étudier et examiner plus avant le rapport entre les postes et les programmes financés au titre du budget ordinaire et ceux financés à l'aide de fonds extrabudgétaires.

19. Le Comité a souligné la nécessité de poursuivre l'action menée dans certains domaines :

a) Affaires politiques : Le Comité a prié le Secrétaire général de consolider les résultats obtenus en matière de restructuration du secteur politique;

b) Questions relatives au personnel et aux postes : Le Comité, tout en rappelant les recommandations concernant le personnel et les postes du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau, a souligné la nécessité de poursuivre les efforts accomplis en vue de la réalisation des objectifs fixés dans la résolution 41/213 et dans toutes les résolutions pertinentes ultérieurement adoptées;

c) Services de conférence : Tout en notant de nombreuses améliorations dans le domaine des services de conférence, le Comité a estimé que de nouveaux progrès ne pourraient être réalisés sans l'entière coopération des Etats Membres et du Secrétariat et il a reconnu à cet égard le rôle important du Comité des conférences, dont l'action devrait être menée conformément à la résolution 43/222 du 21 décembre 1988. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale de prier le Comité des conférences d'élaborer de nouvelles directives qu'il soumettrait à son examen, en vue de réduire le volume de la documentation, y compris celle distribuée par les Etats Membres;

d) Secteurs économique et social : Le Comité a exprimé l'espoir que l'amélioration du climat politique mondial s'étendrait à la coopération dans les sphères économique et sociale, contribuant ainsi à la restructuration et à la revitalisation nécessaires du système des Nations Unies dans les secteurs économique et social, conformément aux dispositions des résolutions 44/103 du 11 décembre 1989 et 44/200 du 21 décembre 1989, et comme indiqué au paragraphe 67 du rapport analytique du Secrétaire général. Le Comité a de nouveau été d'avis qu'il devrait examiner toute mesure que proposerait le Secrétaire général dans ce domaine, afin d'en étudier les effets sur les programmes;

e) Construction : Le Comité s'est une fois encore dit d'avis que le Secrétaire général devrait observer rigoureusement le calendrier figurant dans son rapport sur la question, dont l'Assemblée générale a été saisie à sa quarante-troisième session (A/C.5/43/16);

f) Coordination : Tout en réitérant les vues exprimées à la vingt-neuvième session, le Comité a souligné l'importance de la coordination en tant qu'instrument d'élaboration des politiques pour améliorer les résultats de l'action menée par les organismes du système, assurer la complémentarité des efforts et en accroître l'efficacité.

20. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de souligner de façon systématique les progrès réalisés en utilisant les mécanismes d'établissement de rapports existants pour les domaines susmentionnés ou, le cas échéant, en établissant un rapport spécial sur la question.

21. Le Comité a noté qu'en dépit des nombreuses difficultés rencontrées, le rôle de l'Organisation en tant que centre chargé d'harmoniser l'action des Etats avait été renforcé au cours de la période considérée. Comme le Secrétaire général, il a été d'avis que les gouvernements des Etats Membres recherchaient de plus en plus l'assistance de l'Organisation des Nations Unies.

22. Le Comité a noté qu'en dépit des tâches supplémentaires confiées à l'Organisation, celle-ci demeurerait dans une situation financière incertaine. A cet égard, il a souligné que tous les Etats Membres devaient absolument, comme ils s'y étaient engagés, verser intégralement et ponctuellement leur quote-part.

23. Le Comité a observé qu'afin d'atteindre les objectifs fixés par les Etats Membres, dont les programmes de l'ONU étaient le reflet, l'Organisation devait être solvable. A cette fin, il fallait non seulement que les quotes-parts soient versées intégralement et ponctuellement, mais aussi que les ressources soient adaptées aux programmes, qu'un lien approprié soit établi entre le budget ordinaire et les ressources extrabudgétaires, que les priorités soient soigneusement établies et que l'on veille en permanence au respect de normes d'efficacité aussi élevées que possible.

24. Le Comité a reconnu que la mise en oeuvre des nouvelles procédures budgétaires s'était traduite par l'adoption par consensus du plan général du budget-programme et du budget-programme lui-même pour l'exercice biennal 1990-1991. Il a également rappelé que les nouvelles procédures budgétaires en étaient encore au stade expérimental et que plusieurs questions d'ordre méthodologique restaient à résoudre. Il a rappelé de même que le processus de prise de décisions était régi par les dispositions de la Charte et le règlement intérieur de l'Assemblée générale.

25. Le Comité a reconnu que l'Organisation était entrée dans une ère nouvelle dans laquelle les Etats Membres et le Secrétariat étaient mis au défi, comme ils ne l'avaient jamais été auparavant, de modifier leur vision et leur démarche.

III. QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME

A. Projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997

Considérations générales

Conclusions et recommandations

26. Le Comité a réaffirmé l'importance que les Etats Membres attachaient au plan à moyen terme et a rappelé, à ce propos, l'article 3.3 du règlement et des règles régissant la planification des programmes qui stipulent qu'une fois adopté par l'Assemblée générale, le plan à moyen terme constitue la principale directive de politique générale de l'Organisation des Nations Unies.

27. Le Comité a noté que l'établissement du plan à moyen terme s'inscrivait dans le cadre du nouveau processus de planification et d'établissement du budget défini dans la résolution 41/213 et les résolutions pertinentes ultérieures de l'Assemblée générale et, à ce propos, il s'est félicité en particulier des consultations qui avaient eu lieu avec les organes intergouvernementaux fonctionnels, sectoriels et régionaux tout au long du processus d'établissement du plan. Le Comité a toutefois également noté qu'un certain nombre de programmes proposés n'avaient pas été examinés.

28. Le Comité a pris note de la nouvelle structure proposée pour le plan à moyen terme, en particulier des efforts visant à l'améliorer. Il a estimé qu'il était possible d'apporter de nouvelles améliorations dans les futurs plans et dans les révisions aux plans, notamment dans la définition des secteurs d'activité et la présentation des activités menées dans chaque secteur.

29. Le Comité a rappelé que l'établissement du plan à moyen terme était régi par le règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait au programme, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, et a recommandé que l'on continue de s'efforcer d'adhérer de plus près à ce règlement et à ces règles, notamment lors des révisions du plan à moyen terme.

30. Le Comité a estimé que les objectifs de bon nombre de sous-programmes devaient être définis de façon plus claire et précise, ce qui faciliterait l'évaluation de ces sous-programmes. La distinction entre les objectifs des Etats Membres et ceux du Secrétariat devrait également être plus précise, s'agissant des rôles respectifs des Etats Membres et du Secrétariat. Les stratégies et le rôle du Secrétariat devraient également être définis clairement.

31. Le Comité a constaté avec satisfaction que le Secrétaire général s'était efforcé d'affecter des rangs de priorité aux sous-programmes de la plupart des programmes du plan à moyen terme.

32. Le Comité a toutefois noté qu'un certain nombre de programmes, notamment dans le secteur politique, ne contenaient aucune indication de la priorité assignée aux différents sous-programmes et a décidé de revenir sur la question à sa session de septembre, sur la base des informations complémentaires que le Secrétaire général fournirait à l'occasion de son examen de la question générale de l'établissement des priorités.

33. Le Comité a noté l'absence de cohérence dans l'affectation de rangs de priorité aux divers sous-programmes. Il a recommandé que l'expression "rang de priorité élevé" pourrait être utilisée dans l'ensemble du plan chaque fois qu'il était question de "priorité" ou de "priorité absolue".

34. Le Comité a déclaré que l'analyse des politiques commerciales dans les programmes pertinents devait être plus cohérente.

35. Le Comité a recommandé que les deux mentions "non prioritaire" figurant dans le plan à moyen terme soient supprimées.

36. Le Comité a noté que, contrairement à ce que stipulait l'article 3.1, les activités nouvelles n'étaient pas toujours clairement indiquées comme telles dans le projet de plan à moyen terme. Le Comité a également noté que si le plan à moyen terme traduisait en programmes les directives données par les organes délibérants (art. 3.2), pour les activités nouvelles que pouvait proposer le Secrétaire général aux fins de la réalisation des objectifs d'ensemble de l'Organisation, l'adoption du plan à moyen terme par l'Assemblée générale avait valeur de directive [règle 103.2 d)].

37. Le Comité a constaté l'absence, dans le projet de plan à moyen terme, d'une estimation indicative des ressources nécessaires stipulée dans l'article 3.3. A cet égard, le Comité a pris note des informations supplémentaires fournies de façon informelle par le Secrétariat au cours de l'examen du projet de plan à moyen terme.

38. Le Comité a souligné l'importance des révisions du plan à moyen terme, les premières devant intervenir en 1992. Plusieurs programmes devraient être entièrement révisés à la lumière, notamment, des résolutions et décisions qui seraient prises par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale avant que le plan à moyen terme pour la période 1992-1997 ne prenne effet.

39. Le Comité a recommandé qu'il soit dûment tenu compte dans le projet de plan à moyen terme des décisions et résolutions récemment adoptées par l'Assemblée générale, notamment lors de ses seizième, dix-septième et dix-huitième sessions extraordinaires.

40. Il a en outre recommandé que les sous-programmes contiennent, le cas échéant, des renvois aux activités pertinentes du plan.

41. Le Comité a constaté avec satisfaction que le Secrétariat se proposait d'adopter un nouveau mode de présentation pour le plan à moyen terme, qui supposerait que l'ensemble du document ferait l'objet d'une nouvelle édition après chaque révision biennale.

42. Le Comité s'est déclaré préoccupé par le fait que la documentation continuait d'être publiée avec retard et par les problèmes que cela posait au cours des débats.

43. Le Comité a réaffirmé qu'il importait de se conformer aux règles en vigueur qui régissaient la publication de la documentation.

Introduction

44. Le Secrétaire général a présenté au Comité, à sa 22e séance, le 22 mai, le projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 (A/45/6).

45. De sa 23e à sa 44e séance, du 23 au 26 mai, du 29 au 31 mai et les 1er, 2 et 4 juin 1990, le Comité a examiné l'introduction du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Introduction)].

46. Le Comité a rendu hommage au Secrétaire général pour avoir personnellement présenté le projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, témoignant ainsi de l'importance qu'il attachait à ce plan.

47. Le Comité a rappelé que, conformément à l'article 3.7 des règlements et règles régissant la planification des programmes, l'introduction du plan à moyen terme constituait un élément clef faisant partie intégrante du processus de planification.

Examen de la question

48. De l'avis de plusieurs délégations, l'introduction était un document bien écrit, équilibré et intellectuellement stimulant, qui décrivait de manière exhaustive les tâches qui attendaient l'Organisation au cours des années à venir. D'autres délégations lui ont par contre reproché d'être trop descriptive et de ne pas tracer assez clairement la voie à suivre pendant la période couverte par le plan.

49. D'autres délégations ont souligné que, du point de vue de l'exposé de la problématique du contexte ou de la conjoncture mondiale dans sa complexité et sa diversité, de l'examen des mandats, de la pertinence, de la profondeur, de la clarté et de la cohérence de l'analyse, de l'indication des tendances générales telles que découlant des mandats d'organes délibérants et reflétant les priorités générales, de l'articulation des responsabilités en guise de contribution à la coordination d'ensemble, cette introduction était loin de répondre aux dispositions des règlements et règles régissant la planification des programmes.

50. Un certain nombre de délégations ont convenu avec le Secrétaire général que le monde se trouvait à un nouveau tournant et que de nombreux défis mais aussi de nombreuses possibilités attendaient l'ONU au cours des années à venir.

51. Plusieurs délégations sont également convenues avec le Secrétaire général que les activités liées au rétablissement et au maintien de la paix et l'amélioration de la condition humaine devaient avoir la plus haute priorité. Elles ont souligné qu'il fallait définir les priorités avec plus de précision, en particulier dans les domaines économique et social, et ont demandé que l'on se conforme plus strictement aux règlements et règles régissant la planification des programmes en ce qui concerne l'ordre des priorités. D'autres délégations ont mis en question l'emploi de l'expression "rétablissement de la paix" car il n'existait aucun texte portant autorisation de cette activité.

52. Plusieurs délégations se sont félicitées de ce que l'accent soit mis sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales et ont, à cet égard, souligné combien il était important que le Secrétaire général soit appelé de plus en plus souvent à exercer ses bons offices. La nécessité de prévenir les conflits a également été soulignée.

53. Certaines délégations sont convenues avec le Secrétaire général que le désarmement étant un aspect essentiel du processus de renforcement de la sécurité internationale, il constituerait l'un des principaux défis des années 90 et que le tournant décisif récemment pris par les relations internationales offrait une excellente occasion de créer un nouvel esprit de coopération dans les efforts faits pour assurer la sécurité à des niveaux de forces armées et d'armements sensiblement inférieurs dans le cadre du désarmement. D'autres délégations, tout en se félicitant de la possibilité qui s'offrait de réaliser de nouveaux progrès dans le domaine du désarmement, ont fait observer que cela ne supposerait pas forcément une intensification des activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies.

54. De l'avis de certaines délégations, l'introduction aurait dû insister davantage sur l'élimination de l'apartheid et sur les droits inaliénables du peuple palestinien, y compris le droit à disposer de lui-même et de créer son propre Etat.

55. Quelques délégations ont reconnu l'importance de l'oeuvre de codification du droit international entreprise par l'Organisation. D'autres ont exprimé des réserves quant à l'utilité d'élaborer des déclarations dépourvues de force obligatoire.

56. Certaines délégations ont émis des réserves au sujet du rôle que l'ONU était appelée à jouer pour faciliter la reconversion de l'industrie militaire, mentionnée au paragraphe 14 de l'introduction, estimant qu'il fallait en l'occurrence laisser jouer les lois du marché.

57. Plusieurs délégations ont souligné l'importance capitale qu'elles attachaient aux activités de l'ONU dans le domaine du développement économique et social et ont reproché à l'introduction d'avoir sacrifié ce domaine aux autres domaines d'activité.

58. De l'avis de plusieurs délégations, la Déclaration sur la coopération économique internationale et, en particulier, la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement (résolution S-18/3 du 1er mai 1990), adoptée par l'Assemblée générale à sa dix-huitième session extraordinaire, qui était mentionnée au paragraphe 18 de l'introduction, devait guider l'action dans le domaine économique et social tout au long de la période couverte par le plan.

59. Un certain nombre de délégations ont estimé que l'introduction n'avait pas traité suffisamment des problèmes de l'Afrique.

60. Plusieurs délégations se sont félicitées de ce que l'on ait mis l'accent sur l'environnement. D'autres ont estimé que l'on aurait dû faire ressortir plus clairement la relation qui existait entre l'environnement et le développement, ainsi que l'Assemblée générale l'avait demandé dans sa résolution 44/228 du 22 décembre 1989.

61. Certaines délégations, estimant que la notion de jouissance des droits de l'homme se référait avant tout aux droits individuels, ont été d'avis de remplacer, au paragraphe 31 de l'introduction, l'expression "tous les peuples du monde" par "tous les habitants de la planète". D'autres délégations ont cependant fait valoir que les droits économiques, politiques et civils couvraient un vaste domaine et étaient tout aussi importants que les droits individuels.

62. Certaines délégations ont souligné que les directives concernant les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme découlaient des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies.

63. Certaines délégations ont estimé que la référence au problème de la dette figurant au paragraphe 22 ne reflétait pas correctement les faits nouveaux récemment intervenus à l'Organisation des Nations Unies. D'autres délégations ont souscrit à l'opinion exprimée dans ce paragraphe sur la question de la dette extérieure.

64. Plusieurs délégations se sont félicitées de ce que le Secrétaire général ait mis l'accent sur la lutte contre la consommation et le trafic illicites des stupéfiants.

65. Un certain nombre de délégations sont convenues avec le Secrétaire général qu'il importait au plus haut point que les contributions au budget ordinaire et au financement des opérations de maintien de la paix de l'Organisation soient versées intégralement et en temps voulu pour que les programmes et activités prévus dans le plan à moyen terme puissent être pleinement exécutés.

66. Certaines délégations ont souscrit aux priorités définies au paragraphe 39 de l'introduction. D'autres ont estimé qu'il aurait fallu indiquer dans ce paragraphe toutes les priorités proposées dans le plan à moyen terme.

Considérations générales

67. Le Comité a pris acte de l'introduction au plan à moyen terme.

Programme 1. Bons offices et rétablissement de la paix, maintien de la paix, recherche et collecte d'informations

68. A sa 46e séance, le 5 juin, le Comité a examiné le programme 1 - Bons offices et rétablissement de la paix, maintien de la paix, recherche et collecte d'informations - du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 1)].

Examen de la question

69. Certaines délégations ont estimé que les références à la coopération et à la coordination dans le cadre de la stratégie d'ensemble établie pour ce programme auraient dû être plus développées et elles ont déclaré à cet égard qu'il fallait veiller à assurer une coordination appropriée avec le Département de l'information pour l'application du sous-programme 3.

70. Certaines délégations ont proposé d'accorder la priorité absolue aux sous-programmes 1 et 2. D'autres délégations ont souligné l'importance du sous-programme 3.

71. Un certain nombre de délégations se sont interrogées sur la notion de rétablissement de la paix et le mandat y relatif, ainsi que sur la façon dont cet élément se rattachait aux autres éléments du programme, à savoir les bons offices, le maintien de la paix et la recherche et la collecte d'informations. A cet égard, le Comité a pris note des observations présentées au paragraphe 6 de l'introduction au projet de plan. D'autres délégations ont souligné la nécessité de respecter très strictement les mandats des opérations de maintien de la paix découlant des résolutions du Conseil de sécurité.

72. En ce qui concerne les opérations de maintien de la paix, certaines délégations ont souligné le rôle primordial du Conseil de sécurité. Un certain nombre d'autres délégations ont toutefois estimé que les textes portant autorisation du sous-programme 2, cités au paragraphe 1.11, auraient dû avoir une portée plus large et inclure les mesures pertinentes prises par l'Assemblée générale, y compris celles prises à la quarante-quatrième session pour donner suite aux recommandations du Comité spécial des opérations de maintien de la paix.

73. Certaines délégations ont estimé que l'exposé des principes sur lesquels reposaient les opérations de maintien de la paix au paragraphe 1.12 aurait dû être plus complet et faire notamment référence à la nécessité du consentement des parties au conflit. D'autres délégations ont au contraire estimé que le texte du paragraphe 1.12 ne devait pas être modifié. D'autres encore ont estimé elles aussi que le texte du paragraphe 1.12 ne devait pas être modifié et souligné qu'aucune modification ne devait être apportée au mandat, à la nature et à la durée d'une opération de maintien de la paix autorisée par le Conseil de sécurité si ce dernier n'avait pas expressément pris de décision à cet effet. On a souligné l'importance d'une composition géographique équilibrée.

74. Plusieurs délégations se sont déclarées préoccupées par le fait que les activités du Groupe de planification et de contrôle des opérations de maintien de la paix composé de fonctionnaires de rang supérieur, mentionné au paragraphe 1.15 du rapport, risquaient de faire double emploi avec celles d'autres unités du Secrétariat. Elles ont pris acte des assurances fournies par le Secrétariat selon lesquelles le Groupe était fondamentalement un groupe d'étude dont les fonctions ne faisaient pas double emploi avec celles des différents départements chargés de ces opérations et ne diminuaient nullement la responsabilité directe de ces départements, puisqu'il s'agissait essentiellement d'un organe consultatif au service du Secrétaire général.

75. D'autres délégations, soulignant l'importance des opérations de maintien de la paix, ont déclaré qu'il fallait veiller à ce que leur bon déroulement ne soit pas entravé par des réductions d'effectifs et des mesures d'économie. Le Comité a noté que la nécessité d'être à même d'organiser et de diriger les opérations de maintien de la paix, visée par le sous-programme 2, était indépendante de la poursuite même des opérations.

76. Tout en acceptant pleinement le mandat du Bureau de la recherche et de la collecte d'informations, établi par la résolution 44/164 de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1989, plusieurs délégations se sont demandé s'il était rationnel qu'un mandat humanitaire de cette nature soit incorporé au programme 1 plutôt qu'au programme 36. Elles ont noté que, quelle que soit leur nature, toutes les activités du Bureau avaient été incorporées dans ce programme. Certaines délégations ont estimé que d'autres unités du Secrétariat devraient être encouragées à appuyer le Bureau dans l'exécution de son programme de travail.

77. Une délégation a proposé d'ajouter les Etats Membres au paragraphe 1.20 b) comme source d'information. Une autre délégation a souligné que la collecte d'informations au titre du sous-programme 3 ne devait pas enfreindre la souveraineté des Etats Membres.

Conclusions et recommandations

78. Le Comité s'est félicité de l'incorporation des activités prévues au titre du programme 1 dans le projet de plan et a souligné qu'elles revêtaient une importance essentielle pour l'activité de l'Organisation.

79. Le Comité a insisté sur la nécessité d'une gestion rationnelle des fonds engagés pour la conduite des opérations de maintien de la paix et d'une surveillance constante de ces opérations, sans préjudice de l'efficacité opérationnelle de ces opérations, conformément aux mandats correspondants énoncés par le Conseil de sécurité.

80. Le Comité a souligné qu'il importait d'éviter les doubles emplois dans l'exécution des activités décrites au paragraphe 1.20 d).

81. Le Comité a recommandé que le programme 1 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 soit approuvé sous réserve des conclusions ci-dessus et étant entendu que le Secrétaire général fournirait à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session des précisions supplémentaires au sujet de la notion de rétablissement de la paix.

Programme 2. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité

82. A ses 23e et 24e séances, le 23 mai, le Comité a examiné le programme 2 (Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 2)].

Examen de la question

83. Certaines délégations ont estimé qu'il convenait de supprimer la mention faite au paragraphe 2.12 de la résolution 41/12 de l'Assemblée générale.

84. D'autres délégations ont estimé qu'il aurait été utile de trouver le moyen de consulter le Conseil de sécurité sur le texte du programme.

85. On a noté qu'il aurait fallu, outre les références faites à la coordination au paragraphe 2.5, mentionner la contribution d'autres départements et bureaux au titre du sous-programme 1.

86. Certaines délégations ont estimé que la dernière phrase du paragraphe 2.9 devrait être remplacée par le texte ci-après :

"Cette évolution a en outre contribué à accroître le nombre et la complexité des questions politiques inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, rendant plus urgente la rationalisation des activités menées dans le cadre de ce sous-programme."

87. D'autres délégations ont proposé que l'on retienne, pour la dernière phrase du paragraphe 2.9, le texte figurant dans le programme 2 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997.

Conclusion et recommandations

88. Le Comité a recommandé que le programme 2 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 soit approuvé en tenant compte de la recommandation ci-après : le Comité a souligné qu'il convenait de ne ménager aucun effort pour accorder un rang de priorité élevé à un sous-programme dans le programme conformément au règlement et aux règles régissant la planification des programmes.

Programme 3. Affaires politiques, affaires de l'Assemblée générale et services de secrétariat

89. A sa 24e séance, le 23 mai, le Comité a examiné le programme 3 (Affaires politiques, affaires de l'Assemblée générale et services de secrétariat) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 3)].

Examen de la question

90. Un certain nombre de délégations ont relevé, à propos du paragraphe 3.7, que les responsabilités du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, aux affaires de l'Assemblée générale et aux services de secrétariat, s'agissant de la coordination des relations avec les organisations non gouvernementales, s'étendaient également aux ONG des secteurs économique et social. La référence à l'Article 71 de la Charte sur la nature de ses responsabilités portait sur la forme et sur la coordination et ne se rapportait pas à l'objet des travaux des organisations non gouvernementales en question.

Conclusions et recommandations

91. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 3 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, avec la modification suivante :

Paragraphe 3.17. La première phrase doit se lire comme suit :

"En outre, les travaux de l'Assemblée générale débordent parfois sa session ordinaire de 13 semaines."

Programme 4. Questions politiques spéciales, tutelle et décolonisation

92. A sa 25e séance, le 24 mai, le Comité a examiné le programme 4 (Questions politiques spéciales, tutelle et décolonisation) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 4)].

Examen de la question

93. Plusieurs délégations ont estimé que, dans un souci de clarté, il conviendrait de diviser le sous-programme 1 en deux sous-programmes intitulés respectivement "Questions politiques spéciales" et "Coopération régionale". Le programme serait alors composé de trois sous-programmes, le sous-programme 2 (Tutelle et décolonisation) devenant le sous-programme 3. Mais d'autres délégations ont été d'avis que la présentation du programme pourrait être acceptable et que ce changement ne serait pas opportun.

94. On a par ailleurs fait observer que le texte relatif aux objectifs des deux sous-programmes n'était pas suffisamment clair pour permettre l'évaluation à laquelle il serait procédé en temps utile.

95. Un certain nombre de délégations ont été d'avis qu'il aurait fallu accorder la priorité absolue au programme, dans son ensemble.

96. Plusieurs délégations ont fait part de leur préoccupation quant au financement des activités prévues au programme.

Conclusions et recommandations

97. Le Comité a proposé d'approuver le programme 4 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, avec les modifications ci-après :

a) Paragraphe 4.2, alinéa b). Remplacer, à la première ligne, les mots "de tous les" par le mot "des" et le terme "dépendants" par "non autonomes".

b) Paragraphe 4.25, alinéa c). Lire comme suit le texte de l'alinéa :

"Faciliter le processus de décolonisation conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale pour les 18 territoires non autonomes subsistants, y compris le Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique, pour lequel l'objectif consiste à promouvoir la décolonisation dans le cadre du régime international de tutelle défini par la Charte et, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale."

c) Paragraphe 4.27. Lire comme suit la première phrase :

"Le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux continuera à examiner l'application de la Déclaration et à rechercher les moyens de l'appliquer immédiatement et intégralement dans tous les territoires qui n'ont pas encore exercé leurs droits conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale."

Programme 5. Question de Palestine

98. A ses 25e et 26e séances, le 24 mai, le Comité a examiné le programme 5 (Question de Palestine) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 5)].

Examen de la question

99. Un certain nombre de délégations ont souligné qu'il fallait attribuer la priorité absolue à ce programme et ont estimé que la question de Palestine aurait dû faire l'objet d'une mention particulière dans l'introduction du projet de plan.

100. Certaines délégations, tout en se félicitant de ce que les activités soient élevées au rang d'un programme dans le projet de plan, ont estimé que la teneur de ce programme était trop peu étoffée. A cet égard, on a estimé qu'il fallait prévoir, dans les futures révisions du plan, un élargissement des activités afin d'inclure des questions telles que les instruments relatifs à la protection du peuple palestinien dans les territoires occupés.

101. Certaines délégations se sont demandé s'il convenait de poursuivre des activités qui n'avaient pas efficacement concouru à un règlement juste et pacifique de la question et dont l'exécution présentait un caractère unilatéral. Une délégation a fait observer que les ressources consacrées à ces activités pourraient plus utilement être consacrées à l'UNRWA ou au Centre pour les droits de l'homme.

Réserve

102. Une délégation a fait observer que les activités prévues dans le programme étaient semblables à celles entreprises par l'Organisation des Nations Unies dans le passé et estimé qu'elles n'étaient pas de nature à promouvoir un règlement pacifique de la situation au Moyen-Orient.

Conclusions et recommandations

103. Le Comité a reconnu l'importance de la question de Palestine et d'un règlement juste et pacifique du conflit du Moyen-Orient, et il a constaté la pertinence des programmes 1 et 2 pour l'exécution du programme 5.

104. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 5 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, avec la modification suivante :

Paragraphe 5.12. La deuxième phrase doit se lire comme suit :

"Dans ce contexte, on s'emploiera, en pleine coopération avec les autres services compétents du Secrétariat, à diffuser des renseignements sur la situation du peuple palestinien et sur les propositions tendant à permettre un règlement d'ensemble juste et durable de la question de Palestine afin de permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits inaliénables, y compris le droit à l'autodétermination et à l'indépendance."

Programme 6. Elimination de l'apartheid

105. A sa 27^e séance, le 25 mai, le Comité a examiné le programme 6 (Elimination de l'apartheid) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 6)].

Examen de la question

106. Plusieurs délégations ont été d'avis qu'il fallait prévoir des ressources financières et humaines reflétant l'importance de ce programme. Certaines délégations ont souligné les aspects du programme relatifs aux droits de l'homme et ont fait observer qu'il n'avait pas été suffisamment tenu compte de l'évolution récente de la situation en Afrique du Sud.

Conclusions et recommandations

107. Le Comité s'est d'une façon générale félicité de l'amélioration du contenu et de la présentation du programme.

108. Le Comité a rappelé les décisions prises par l'Assemblée générale dans ses résolutions 44/27, du 22 novembre 1989, et S-16/1, du 14 décembre 1989, concernant les politiques d'apartheid du Gouvernement sud-africain. Il a souligné que l'élimination totale de l'apartheid devait continuer à avoir pour l'Organisation des Nations Unies une importance exceptionnelle.

109. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 6 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 avec les modifications suivantes :

a) Paragraphe 6.11. Le mot "exclusivement", dans la première phrase, devrait être supprimé.

b) Paragraphe 6.27, alinéa a). Ajouter à la fin de l'alinéa les mots "et contribuer à la réalisation d'émissions de radio".

c) Le sous-programme 1, "Promotion et coordination de l'action internationale contre l'apartheid", devrait se voir attribuer un rang de priorité élevé.

Programme 7. Désarmement

110. A sa 27e séance, le 25 mai, le Comité a examiné le programme 7 (Désarmement) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 7)].

Examen de la question

111. Un certain nombre de délégations ont appuyé le programme et estimé que, lorsque le besoin s'en faisait sentir, il fallait faire preuve de souplesse pour adapter le plan à des situations qui évoluaient.

112. Plusieurs délégations ont été d'avis que le texte explicatif devrait faire une plus large place à la relation existant entre désarmement et développement et contenir notamment une référence à la notion de "dividende de la paix". D'autres délégations ont estimé qu'il n'y avait pas lieu d'inclure une telle référence.

113. Plusieurs délégations ont souscrit à la structure proposée pour les sous-programmes. D'autres ont jugé qu'il serait souhaitable de consacrer un sous-programme distinct aux activités de désarmement et de développement.

114. Certaines délégations ont été d'avis que le membre de phrase "l'augmentation continue du nombre des ogives nucléaires et des vecteurs" à l'avant-dernière phrase du paragraphe 7.5 devrait précéder les mots "l'accroissement des transferts d'armements".

115. De l'avis de certaines délégations, il fallait supprimer les références aux transferts d'armements aux paragraphes 7.5 et 7.8, étant donné l'absence de mandat à cet effet.

116. Quelques délégations ont estimé que, pour la même raison, il convenait de supprimer la référence à la prolifération de missiles balistiques au paragraphe 7.8.

117. Certaines délégations ont estimé que les centres régionaux pour la paix et le désarmement ne devraient pas servir de cadres pour l'élaboration de stratégies de désarmement. D'autres étaient d'avis que ces centres devraient contribuer à l'élaboration de stratégies de désarmement.

118. Certaines délégations considéraient que la référence au "désarmement régional" devrait figurer immédiatement après le mot "notamment" à l'avant-dernière phrase du paragraphe 7.8.

Conclusions et recommandations

119. Le Comité a souligné l'importance du rôle assigné aux centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement et exprimé l'avis que ces centres devraient recevoir l'appui voulu. Il a estimé que, conformément à leurs mandats respectifs, les centres régionaux devraient poursuivre leurs activités sur les questions de désarmement, selon qu'il conviendrait.

120. Le Comité a recommandé que soit approuvé le programme 7 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, avec les modifications suivantes :

a) Paragraphe 7.8. Dans la quatrième phrase du texte anglais, remplacer l'expression "nuclear-free zones" par l'expression "nuclear weapon-free zones". Toujours dans la quatrième phrase, remplacer "se poursuivront" par "se poursuivraient".

b) Paragraphe 7.21. Le texte devrait se lire comme suit :

"Parmi les nombreuses tâches inscrites au programme, un rang de priorité élevé sera accordé aux sous-programmes 1 'Délibérations et négociations' et 4 'Aide en matière de désarmement aux pays en développement : centres régionaux, bourses d'études, formation et services consultatifs'."

c) Paragraphe 7.34 a). Supprimer les mots "exactes, objectives et pertinentes".

d) Paragraphe 7.52 b). Dans la dernière phrase de l'alinéa, supprimer le membre de phrase "impact régional" de la limitation des transferts internationaux d'armements" le Comité étant d'avis que le paragraphe 7.52 b) pourrait être modifié à la lumière de l'examen de l'étude du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les questions touchant les transferts d'armes internationaux que l'Assemblée générale entreprendra à sa quarante-sixième session.

Programme 8. Utilisations pacifiques de l'espace

121. A sa 28e séance, le 25 mai, le Comité a examiné le programme 8 (Utilisations pacifiques de l'espace) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 8)].

Examen de la question

122. Si, pour quelques délégations, certains aspects des objectifs fixés et des activités prévues paraissaient sortir du cadre des mandats énoncés par l'Assemblée générale, pour d'autres, le texte du programme était satisfaisant et conforme à tous les mandats existants.

123. Certaines délégations ont estimé que le programme aurait gagné en clarté s'il avait été subdivisé en deux ou trois sous-programmes, tandis que d'autres, invoquant le caractère interdisciplinaire des activités prévues, pensaient qu'un seul sous-programme suffisait.

124. On a également fait observer que dans l'orientation générale du programme, les problèmes à traiter n'étaient pas assez bien définis et que la stratégie proposée précisait quelles autres démarches et mesures il était possible d'adopter en vue de les régler.

125. On a fait observer que la liste des questions énumérées au paragraphe 8.10 devait être plus conforme à celle figurant au paragraphe 8 de la résolution 44/46 de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 1989, et qu'il fallait notamment supprimer les éléments nouveaux qui n'apparaissaient pas dans ladite résolution, à savoir :

a) A l'alinéa a) du paragraphe 8.10

"le renforcement de la coopération internationale en ce qui concerne l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace comme moyen efficace d'assurer que l'espace continue d'être utilisé à des fins pacifiques".

b) A l'alinéa c) du paragraphe 8.10

"y compris le développement et l'orientation du Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales".

Certaines délégations ont estimé que si l'on mentionnait, parmi les textes cités, des résolutions antérieures de l'Assemblée générale, par exemple les résolutions 42/68 et 43/56, ces suppressions ne seraient pas nécessaires. De surcroît, le paragraphe 24 de la résolution 44/46 justifiait l'inclusion des éléments en question.

Conclusion et recommandation

126. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale approuve le programme 8 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, sous réserve des modifications suivantes :

a) Paragraphe 8.7. Supprimer la dernière phrase.

b) Paragraphe 8.8. Remplacer ce paragraphe par le texte suivant :

"Les textes portant autorisation des travaux de ce sous-programme sont les résolutions ci-après de l'Assemblée générale : 1472 (XIV) du 12 décembre 1959, 1721 (XVI) du 20 décembre 1961, 2130 (XX) du 21 décembre 1965, 3235 (XXIX) du 12 novembre 1974, 37/90 du 10 décembre 1982, 42/68 du 2 décembre 1987, 43/56 du 6 décembre 1988 et 44/46 du 8 décembre 1989."

c) Paragraphe 8.9. La deuxième phrase devrait se lire comme suit :

"Un ensemble clair de principes juridiques internationaux concertés englobant l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace contribuerait à promouvoir la coopération internationale dans ce domaine."

d) Alinéa a) du paragraphe 8.11. A la quatrième ligne, supprimer "prioritaires".

e) Paragraphe 8.15. Le paragraphe devrait se lire comme suit :

"Dans sa résolution 44/46, l'Assemblée générale a recommandé qu'une attention accrue soit portée à tous les aspects de la protection et de la préservation de l'environnement spatial, en particulier à ceux de ces aspects qui pourraient affecter l'environnement terrestre. Dans cette même résolution, l'Assemblée a approuvé la désignation de l'année 1992 comme Année internationale de l'espace et la recommandation tendant à encourager la coopération internationale dans le cadre de cette année, laquelle devrait être célébrée au profit et dans l'intérêt de tous les pays, compte tenu en particulier des besoins des pays en développement.

Un important programme de cette Année internationale de l'espace, intitulé 'Mission Planète Terre', consistera à mettre les techniques spatiales au service de la surveillance de l'environnement. On veillera à coordonner ces activités, en évitant tout chevauchement, avec celles ayant trait à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui se tiendra, elle aussi, en 1992. Les activités entreprises en 1990-1991 pour promouvoir l'Année internationale de l'espace devraient se terminer en 1992, mais l'on peut supposer que des activités de suivi devront être menées à bien au cours de la période du plan à moyen terme."

Programme 9. Droit international

127. A sa 40e séance, le 1er juin, le Comité a examiné le programme 9 (Droit international) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 9)].

Examen de la question

128. Lors de l'examen de la question, plusieurs délégations ont souligné l'importance qu'elles attachaient aux activités menées au titre de ce programme.

129. Certaines délégations ont été d'avis que la distinction faite entre les activités visées au sous-programme 1 et celles relevant du sous-programme 4 n'était pas tout à fait claire. Si toutes les délégations sont convenues que le sous-programme 1 devait recevoir la priorité absolue, il a été proposé d'accorder également un rang de priorité élevé au sous-programme 5.

130. Un certain nombre de délégations ont noté qu'en raison notamment de difficultés de recrutement, il n'avait pas été possible de rattraper le retard pris dans la publication du Recueil des Traités des Nations Unies et elles ont souligné que ces problèmes devaient être résolus sans délai.

Conclusions et recommandations

131. Le Comité a été d'avis que l'opinion émise au paragraphe 9.39, selon laquelle l'examen de la question de la création d'une cour pénale internationale ayant compétence pour connaître d'activités criminelles transnationales se prolongerait au-delà de l'année 1992, reposait sur une évaluation de la situation faite par le Secrétariat et non sur un mandat précis.

132. Le Comité a recommandé que soit approuvé le programme 9 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, sous réserve de la conclusion susmentionnée et avec les modifications ci-après :

- a) Paragraphe 9.19. Dans la dernière phrase, remplacer le verbe "seront" par "pourront être".
- b) Paragraphe 9.27. Dans la première phrase, supprimer l'abréviation "etc.".
- c) Paragraphe 9.38. A la fin de la première phrase, supprimer le membre de phrase "et l'importance toujours plus grande attachée par les Etats à l'adaptation constante du droit international aux besoins de la vie internationale".
- d) Paragraphe 9.39. A la dernière phrase, après le terme "stupéfiants", ajouter le membre de phrase "et du déversement de déchets toxiques".

Programme 10. Droit de la mer et affaires maritimes

133. A sa 29e séance, le 25 mai, le Comité a examiné le programme 10 (Droit de la mer et affaires maritimes) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [4/45/6 (Prog. 10)].

Examen de la question

134. Diverses délégations ont approuvé les activités prévues dans le cadre de ce programme et souligné leur importance pour les pays en développement.

135. Certain s délégations étaient d'avis qu'il fallait promouvoir activement, pendant la période du plan à moyen terme, l'acceptation universelle de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

136. Plusieurs délégations ont estimé que les travaux de la Commission préparatoire devraient être intensifiés et qu'il convenait par conséquent d'accorder un rang de priorité élevé au sous-programme 4.

137. Une délégation a émis l'avis que la compétence du Secrétariat vis-à-vis du Tribunal international du droit de la mer dont il était question au paragraphe 10.58 du programme dépendrait de l'accord devant régir les relations futures de ces deux entités et qu'il faudrait mentionner le fait que le Tribunal devrait devenir une instance indépendante chargée de l'administration de la justice à l'échelon international.

Réserve

138. Une délégation a estimé que les activités liées à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins ne devraient ni figurer dans le plan ni être financées par des crédits inscrits au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies.

Conclusions et recommandations

139. Le Comité a recommandé que le programme 10 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 soit approuvé, avec les modifications suivantes :

a) Paragraphe 10.18. Remplacer les mots "la priorité sera accordée" par les mots "un rang de priorité élevé sera accordé".

b) Paragraphe 10.35. L'avant-dernière phrase devrait être libellée comme suit :

"La plupart des Etats, notamment les Etats en développement, s'attaquent au problème de l'élaboration d'une politique maritime cohérente."

c) Paragraphe 10.66. Ajouter, après les mots "Secrétaire général", les mots ", conformément aux dispositions de la Convention,".

Programme 11. Questions et politiques générales, y compris la coordination

140. A ses 47e, 48e et 59e séances, les 6 et 11 juin, le Comité a examiné le programme 11 (Questions et politiques générales, y compris la coordination) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 11)].

Examen de la question

141. Un certain nombre de délégations ont jugé que la structure du programme était redondante et répétitive.

142. Des délégations ont fait observer que si le programme était, dans l'ensemble, bien articulé, il ne faisait pas ressortir le rôle moteur attribué au Directeur général par l'Assemblée générale dans sa résolution 32/197 du 20 décembre 1977.

143. Ces délégations ont souligné qu'en raison du climat politique international actuellement favorable, le Directeur général devait s'employer à la recherche d'initiatives novatrices en vue de contribuer à la relance du dialogue Nord-Sud pour l'avènement du nouvel ordre économique international. Ceci permettrait, au regard des résolutions 32/197 et 32/174 du 19 décembre 1977 de l'Assemblée générale, d'affirmer une des dimensions essentielles du Bureau du Directeur général, en sus de ses fonctions dans les domaines de la coordination et des activités opérationnelles. Un sous-programme articulé autour de cette orientation aurait été fort utile dans ce programme. D'autres délégations n'étaient pas de cet avis, en particulier en ce qui concerne le nouvel ordre économique international.

144. Certaines délégations se sont déclarées mécontentes du fait que la coordination des politiques et programmes de développement économique et social de l'Afrique constituait un sous-programme et non pas un programme à part entière.

145. Plusieurs délégations ont estimé qu'il faudrait supprimer les références aux "programmes et ressources" dans le sous-programme 3 ainsi que la dernière phrase du paragraphe 11.28.

Conclusions et recommandations

146. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 11 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, étant entendu que :

a) Le sous-programme 5 doit être amélioré et élargi de façon à former un programme distinct relatif au redressement économique et au développement de l'Afrique conformément aux règles et règlements régissant la planification des programmes. Ce programme devrait tenir compte des propositions concrètes présentées par les délégations et des vues qu'elles auront exprimées au cours des débats au sujet de son contenu, de sa présentation et de sa structure. Il devrait être présenté au Comité à la reprise de sa trentième session en septembre 1990;

b) Tout en reconnaissant les efforts louables déployés par le Secrétaire général pour élaborer un plan d'action, applicable à l'échelle du système, qui servirait d'instrument de coordination et convenant également que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour améliorer la méthode d'établissement de ce plan, le Comité a prié le Secrétaire général, en sa qualité de président du CAC, d'établir un plan d'action, applicable à l'échelle du système, pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, compte tenu de l'évolution de la situation, et de le présenter au Comité à sa trente-deuxième session en 1992;

c) Il faudrait établir le programme et le plan en étroite consultation avec la CEA ainsi que d'autres services compétents des organismes des Nations Unies.

**Programme 12. Questions et politiques relatives
au développement mondial**

147. A sa 48e séance, le 6 juin, le Comité a examiné le programme 12 (Questions et politiques relatives au développement mondial) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 12)].

Examen de la question

148. Certaines délégations se sont demandé s'il convenait d'assigner un rang de priorité élevé aux sous-programmes 1, 5 et 9. Plusieurs ont été d'avis que pareille priorité devrait être accordée aux sous-programmes 3 et 6.

149. Certaines délégations ont estimé qu'il y avait un certain chevauchement entre les programmes 11, 12 et 14.

Conclusions et recommandations

150. Le Comité a souligné qu'il conviendrait de faire mieux ressortir le lien entre le développement économique et le développement social.

151. Le Comité est convenu que le cadre conceptuel et les recommandations contenus dans les résolutions 44/205, 44/228, 44/232 et S-18/3 de l'Assemblée générale devraient être dûment indiqués dans les sous-programmes correspondants en tant que textes portant autorisation des travaux.

152. Le Comité est également convenu que la coordination des activités du programme 12 avec celles d'autres programmes, ainsi qu'avec celles des institutions spécialisées, constituait un élément essentiel de l'application du programme.

153. Le Comité a recommandé l'approbation du programme 12 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, compte tenu des conclusions ci-dessus et sous réserve des modifications ci-après :

a) Tout au long du programme, il convenait de remplacer l'expression "l'accumulation dangereuse de la dette" par les termes "l'endettement extérieur".

b) Paragraphe 12.43. Remplacer l'expression "et des autres pays lourdement endettés" par le membre de phrase "et de certains autres pays aux prises avec de graves problèmes en matière de service de la dette".

Programme 13. Commerce international

154. A sa 45e séance, le 5 juin, le Comité a examiné le programme 13 (Commerce international) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 13)].

Examen de la question

155. Plusieurs délégations ont estimé que le programme constituait une présentation équilibrée de l'orientation des politiques dans ce domaine, étant donné l'étendue et la complexité des activités couvertes de façon intégrée par le programme.

156. Plusieurs délégations ont été d'avis que le sous-programme 4 (Transfert de technologie) devrait prévoir le financement d'un tel transfert et mentionner la notion de transfert de technologie écologiquement rationnel. D'autres délégations n'étaient pas de cet avis.

157. Certaines délégations ont estimé qu'il fallait supprimer le sous-programme 5 (Commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents), étant donné que les pays d'Europe de l'Est sont en train de procéder à une restructuration de leurs économies. D'autres ont estimé que ce sous-programme devait être conservé et, le cas échéant, modifié en fonction des décisions futures des organes intergouvernementaux.

158. Il a été proposé d'envisager la possibilité de prévoir un sous-programme traitant des économies d'Europe de l'Est en transition. D'autres délégations ne partageaient pas cet avis.

159. Plusieurs délégations ont estimé qu'il fallait attribuer un rang de priorité élevé aux sous-programmes 4 et 6.

Conclusions et recommandations

160. Le Comité a recommandé d'ajouter, dans les sections d'introduction et dans les sous-programmes pertinents, une mention de la résolution S-18/3 de l'Assemblée générale.

161. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 13 du projet de plan à moyen terme, sous réserve de la recommandation ci-dessus et avec la modification suivante : les sous-programmes 1, 2 et 3 devraient avoir un rang de priorité élevé.

Programme 14. **Financement du développement, flux de ressources et dette extérieure**

162. A sa 44e séance, le 4 juin, le Comité a examiné le programme 14 (Financement du développement, flux de ressources et dette extérieure), du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 14)].

Examen de la question

163. Certaines délégations ont estimé que le programme devait traiter tout particulièrement de la disponibilité de ressources extérieures pour les pays en développement et pas seulement de l'utilisation et du caractère adéquat de ces ressources. De l'avis d'autres délégations, il fallait accorder une importance égale à l'utilisation efficace desdites ressources.

Conclusions et recommandations

164. Le Comité a recommandé de faire figurer parmi les textes portant autorisation des travaux pour les sous-programmes 1, 2 et 3 les résolutions 44/205, 44/232 et S-18/3 de l'Assemblée générale.

165. Le Comité a souligné l'importance d'une étroite coopération, en particulier avec le Département des affaires économiques et sociales internationales, sur les questions relatives à l'endettement, dans le contexte du paragraphe 8 du programme.

166. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 14 du projet de plan à moyen terme, sous réserve qu'il soit tenu compte des conclusions ci-dessus, et avec les modifications ci-après :

- a) Les sous-programmes 1 et 2 devraient avoir un rang de priorité élevé.
- b) Paragraphe 14.12, alinéa d). Insérer après "ressources nationales" les mots "et leur utilisation efficace".
- c) Paragraphe 14.15. Insérer après "pays en développement" les mots "et de certains autres pays ayant de graves difficultés à assurer le service de leur dette".
- d) Paragraphe 14.16. A la sixième ligne, après les mots "financières multilatérales", insérer les mots "ainsi que certains autres pays ayant de graves difficultés à assurer le service de leur dette".
- e) Le programme devrait tenir compte des travaux les plus récents réalisés à l'ONU en ce qui concerne l'examen des questions de la dette et du transfert des ressources, y compris les mesures novatrices pour résoudre le problème de la dette. A cet égard, le programme devrait tenir dûment compte du cadre conceptuel et des recommandations figurant dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et le développement des pays en développement (résolution S-18/3) et dans les résolutions 44/205 et 44/232.

Programme 15. Pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires, et programmes spéciaux

167. A sa 45e séance, le 5 juin, le Comité a examiné le programme 15 (Pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires, et programmes spéciaux) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 15)].

Examen de la question

168. Certaines délégations ont été d'avis que la structure et la clarté du programme auraient été meilleures si l'on avait adopté une structure comprenant quatre sous-programmes portant sur les points suivants :

1. Pays les moins avancés;
2. Pays en développement sans littoral;
3. Pays en développement insulaires;
4. Programmes spéciaux : assistance au peuple palestinien.

On a estimé qu'à l'intérieur d'une telle structure, les pays les moins avancés devaient recevoir un rang de priorité élevé. D'autres délégations ont été d'avis que la structure proposée était acceptable.

169. Plusieurs délégations ont fait observer que le programme aurait dû accorder une plus large place aux problèmes liés à la situation économique internationale. Ils ont souligné que le développement des pays les moins avancés devait dépasser

les normes minimales acceptées internationalement. On a noté que le paragraphe 15.12 faisait écho aux dispositions du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés.

170. Un certain nombre de délégations ont déclaré que les questions ayant trait aux pays en développement sans littoral et insulaires n'avaient pas été traitées comme il fallait dans le programme. De nombreux domaines d'intérêt n'avaient pas été abordés, tels les liens et la coordination nécessaires entre les commissions régionales et d'autres entités de l'Organisation, comme le PNUD.

Réserve

171. Une délégation a déclaré qu'elle n'était pas favorable à l'inclusion du programme spécial concernant les Palestiniens et émis des doutes quant à l'utilité de ces activités pour le développement social et économique des Palestiniens.

Conclusions et recommandations

172. Le Comité a noté que le sous-programme 2 (Pays les moins avancés) serait remanié en fonction des résultats de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés devant se tenir en 1990.

173. Le Comité a également fait observer que lors de l'application de la partie du sous-programme 2 concernant les pays en développement insulaires, il fallait tenir compte des résultats de la prochaine réunion intergouvernementale d'experts prévue pour 1990 et de l'examen de la question par l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session. En outre, le Comité a recommandé que les révisions au plan en 1992 reflètent les nouveaux mandats éventuels.

174. Le Comité a estimé que les problèmes des pays de transit devraient également être pris en compte dans le sous-programme 2 (Pays en développement sans littoral et insulaires, et programmes spéciaux).

175. Le Comité a recommandé que le programme 15 du projet de plan à moyen terme soit approuvé, avec les modifications suivantes :

a) Il faudrait assigner un rang élevé de priorité au sous-programme 1 (Pays les moins avancés).

b) Paragraphe 15.7, cinquième ligne. Compte tenu de l'alinéa c) du paragraphe 15.12, ajouter le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe à la liste des entités et organismes chargés de la coordination.

c) Sous-programme 2. Ajouter les sous-titres suivants : "Pays en développement sans littoral et insulaires" après "Sous-programme 2. Pays en développement sans littoral et insulaires, et programmes spéciaux" et "Assistance au peuple palestinien" après l'alinéa e) du paragraphe 15.22.

d) Paragraphe 15.12, alinéa f). Remplacer les mots "coopération économique et technique" par "coopération et intégration économiques et techniques".

e) Il conviendrait d'ajouter au sous-programme 2 les résolutions suivantes de l'Assemblée générale : 44/26 sur le droit de la mer et 44/206 sur les effets néfastes éventuels d'une hausse du niveau des mers sur les îles et les zones côtières, en particulier les zones côtières de faible élévation.

Programme 16. Environnement

176. A ses 29e et 30e séances, les 25 et 26 mai, le Comité a examiné le programme 16 (Environnement) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 16)].

Examen de la question

177. Plusieurs délégations ont estimé que l'exposé présenté n'était pas équilibré car l'impact des modes de production et de consommation des pays développés sur l'environnement y était à peine abordé. Par ailleurs, il aurait fallu accorder un rang de priorité élevé aux liens entre l'environnement et les transferts de technologie et de ressources financières supplémentaires.

178. On a également déclaré que puisque le plan à moyen terme était la principale directive définissant l'orientation des activités de l'Organisation des Nations Unies, les priorités indiquées dans le programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement pour la période 1990-1995 ne devaient pas nécessairement figurer dans le programme.

179. Plusieurs délégations étaient d'avis de supprimer le paragraphe 16.24, qui traite des écosystèmes d'eau douce. D'autres souhaitaient le conserver.

180. Certaines délégations ont été d'avis que les programmes de mise en valeur des réseaux hydrographiques internationaux ne devaient être mis en place que dans les bassins pour lesquels les pays intéressés avaient clairement donné leur accord. D'autres délégations n'étaient pas de cet avis; elles étaient favorables au maintien de la législation et de la pratique internationales en vigueur en matière de partage des bassins hydrographiques, auxquelles il fallait se conformer lors de l'exécution des activités de mise en valeur de ces bassins.

181. Plusieurs délégations ont fait observer que la notion de sécurité de l'environnement n'avait pas été acceptée par l'Assemblée générale et qu'il ne fallait donc pas l'utiliser dans le plan. A leur avis, il convenait de supprimer le sous-programme 9, d'en réviser les éléments, compte tenu des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et de répartir les activités qui y étaient prévues entre les sous-programmes pertinents. D'autres délégations ne pouvaient accepter cette proposition.

182. On a déclaré que le sous-programme, à l'instar de tous les autres, devait être exécuté dans le contexte des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

183. Plusieurs délégations ont estimé que la question des changements climatiques et de l'élévation du niveau de la mer n'était pas traitée de façon adéquate dans le sous-programme 1, qui aurait dû contenir une analyse plus précise des risques encourus. On a noté que le Groupe intergouvernemental sur la modification du climat étudiait activement cette question.

184. Plusieurs délégations ont estimé que la proposition tendant à créer des institutions chargées de l'application du droit de l'environnement était prématurée et ne se fondait pas sur un mandat précis. Elle devait donc être étudiée à la lumière des décisions qu'adopterait la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 1992.

Conclusions et recommandations

185. De l'avis du Comité, le programme aurait dû refléter les directives données récemment par l'Assemblée générale, notamment dans sa résolution 44/228.

186. Le Comité a souligné le caractère provisoire du programme 16. On a insisté sur le fait que, comme d'autres programmes pertinents du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, il devra peut-être être modifié au vu des décisions qui seront adoptées par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, en 1992.

187. Le Comité a également souligné l'étroite corrélation qui existe entre l'environnement et le développement. Les révisions qui seront apportées au programme 16, ainsi qu'aux autres programmes pertinents du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, devront mettre en lumière tous les aspects de cette corrélation.

188. Le Comité a insisté sur l'importance que la coopération et la coordination à l'intérieur du système des Nations Unies et de la communauté internationale dans son ensemble revêtent pour la mise en oeuvre du programme 16.

189. Se référant au sous-programme 2, le Comité a conclu qu'aucun texte des organes délibérants ne permettait d'accorder la priorité aux réseaux hydrographiques internationaux dans le contexte de la création de programmes multidisciplinaires de gestion écologiquement rationnelle des ressources en eau.

190. Le Comité a estimé que le déboisement, la sécheresse et la désertification auraient dû recevoir une plus large place dans le programme.

191. Le Comité a estimé qu'il conviendrait de mentionner de façon spécifique les activités des commissions régionales dans le domaine considéré.

192. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 16 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, sous réserve qu'il soit tenu compte des conclusions ci-dessus et des modifications suivantes :

a) Le sous-programme 13 devrait être intitulé "Coopération mondiale et régionale" et se voir accorder un rang de priorité élevé;

b) Dans le sous-programme 6, le rôle du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et les objectifs de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles devraient être explicitement mentionnés;

c) Au paragraphe 16.22, la dernière partie de la rubrique iv) de l'alinéa a), après l'expression "Protocole de Montréal", devrait être supprimée car elle n'est pas conforme aux textes portant actuellement autorisation des travaux;

d) Le sous-programme 3 (Ecosystèmes terrestres) devrait également porter sur la protection de tous les écosystèmes forestiers.

Programme 17. Science et technique au service du développement

193. A ses 42e et 43e séances, le 4 juin, le Comité a examiné le programme 17 (Science et technique au service du développement) du plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 17)].

Conclusions et recommandations

194. Le Comité a recommandé qu'il soit tenu compte, selon que de besoin, des résolutions 44/228 et S-18/3 de l'Assemblée générale dans le programme, et que ces textes portant autorisation des travaux soient dûment pris en considération tout au long de l'exécution du programme.

195. Le Comité a recommandé que le programme 17 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 soit approuvé, avec la modification suivante : Paragraphe 17.13. Le sous-programme 1 sera considéré comme hautement prioritaire; aucun sous-programme ne sera considéré comme non prioritaire et il y a donc lieu de supprimer la dernière phrase.

Programme 18. Population

196. A sa 34e séance, le 30 mai 1990, le Comité a examiné le programme 18 (Population) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 18)].

Examen de la question

197. Un certain nombre de délégations ont déclaré approuver l'orientation générale du programme. D'autres étaient d'avis que pour plusieurs des sous-programmes, il aurait fallu indiquer clairement la manière dont les problèmes identifiés seraient traités. Certaines délégations ont estimé qu'il convenait de mettre l'accent sur la coordination avec les autres organes des Nations Unies, notamment le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et les institutions spécialisées du système, et d'en préciser les modalités.

Conclusions et recommandations

198. Le Comité a recommandé que le programme 18 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 soit approuvé, avec la modification suivante : un rang de priorité élevé devrait également être accordé au sous-programme 5 (Coopération technique dans le domaine démographique).

Programme 19. Ressources naturelles

199. A sa 42e séance, le 4 juin, le Comité a examiné le programme 19 (Ressources naturelles) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 19)].

Discussion

200. Quelques délégations ont souligné l'importance que revêtaient les problèmes écologiques dans l'application du programme, en particulier pour ce qui concerne les sous-programmes 1 et 2. On a également mis l'accent sur la nécessité de tenir compte des effets sur les ressources en eau des grands projets de développement et de déboisement.

201. Certaines délégations ont émis l'avis que le programme aurait pu être fusionné avec le programme relatif à l'énergie.

Conclusions et recommandations

202. Le Comité est convenu que la résolution 44/228 de l'Assemblée générale devait figurer parmi les textes portant autorisation du sous-programme 2.

203. On a également fait observer que si le sous-programme 2 (Mise en valeur et gestion des ressources en eau) visait essentiellement les pays en développement, le problème de la pollution de l'eau évoqué dans le cadre de ce sous-programme concernait aussi bien les pays développés que les pays en développement.

204. Le Comité a souligné que le programme devrait être révisé compte tenu des résultats de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992.

205. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale approuve le programme 19 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997.

Programme 20. Energie

206. A sa 39e séance, le 1er juin, le Comité a examiné le programme 20 (Energie) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 20)].

Examen de la question

207. Un certain nombre de délégations ont mis en cause le bien-fondé de la désignation du sous-programme 1 comme programme prioritaire; d'autres ont par contre estimé que le rang de priorité accordé à ce sous-programme était justifié.

208. Une délégation était d'avis que toutes les activités prévues dans le cadre de ce programme devraient être regroupées sous l'égide du Département de la coopération technique pour le développement.

Conclusions et recommandations

209. Le Comité a souligné qu'il conviendrait de mettre l'accent sur la relation entre l'environnement et l'énergie dans l'ensemble du programme.

210. Le Comité a insisté sur le fait qu'il importait d'améliorer la coordination entre toutes les organisations et institutions concernées.

211. Le Comité a recommandé que le programme 20 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 soit approuvé, sous réserve des conclusions qui précèdent et avec la modification ci-après : un rang de priorité élevé devrait également être accordé au sous-programme 6 (Mise au point et transfert de techniques pour l'exploitation des ressources énergétiques d'importance cruciale).

Programme 21. Administration et finances publiques

212. A sa 40e séance, le 1er juin, le Comité a examiné le programme 21 (Administration et finances publiques) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 21)].

Examen de la question

213. Quelques délégations ont estimé que les activités opérationnelles devraient répondre non seulement aux besoins des pays en développement, mais aussi à ceux d'autres pays intéressés.

214. Plusieurs délégations ont reconnu qu'il ne devrait pas y avoir de rapport entre la réforme de la gestion du secteur public et les programmes d'ajustement structurel. D'autres ont estimé qu'un tel rapport devait exister.

Conclusions et recommandations

215. Le Comité a estimé que la description du programme devrait également faire ressortir les facteurs extérieurs et qu'il fallait mettre l'accent sur les causes des problèmes identifiés.

216. L'accent a été mis sur la nécessité d'éviter que les programmes ne se chevauchent et de renforcer la coordination entre le Département de la coopération technique pour le développement et le PNUD.

217. Le Comité a recommandé que le programme 21 du projet de plan à moyen terme 1992-1997 soit approuvé, sous réserve des conclusions qui précèdent et avec les modifications suivantes :

- a) Paragraphe 21.6. Supprimer le mot "appropriés" dans la première phrase.
- b) Paragraphe 21.25. Ajouter la résolution 44/213 de l'Assemblée générale.
- c) Paragraphe 21.26. La troisième phrase devrait se lire comme suit : "Dans certains pays, il se peut que la fonction publique soit handicapée de surcroît par un manque relatif de mobilité interne".
- d) Paragraphe 21.32. Dans la première phrase, remplacer le mot "absence" par "manque".
- e) Paragraphe 21.40. Dans la première phrase, remplacer les mots "un manque" par "une pénurie".

Programme 22. Etablissements humains

218. A sa 35e séance, le 30 mai, le Comité a examiné le programme 22 (Etablissements humains) au projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 22)].

Examen de la question

219. Un certain nombre de délégations ont estimé que la coopération et la collaboration avec les commissions régionales auraient dû être explicitement mentionnées dans la stratégie présentée au paragraphe 22.3.

220. Plusieurs délégations ont regretté que la question du transfert de technologie aux pays en développement n'ait pas reçu toute l'attention qu'elle mérite.

221. Quelques délégations ont jugé trop ambitieuse la proposition figurant au sous-programme 1 selon laquelle "le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) devrait devenir un partenaire à part entière de tous les organismes de développement mondial et sectoriel".

Conclusions et recommandations

222. Le Comité a déclaré qu'une place plus importante devrait être accordée à la Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000, qui devrait être une référence tout au long du programme.

223. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 22 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, sous réserve qu'il soit tenu compte de la conclusion ci-dessus et des recommandations suivantes :

a) Le sous-programme 5 (Gestion des terres) ne devrait pas être considéré comme non prioritaire;

b) Le sous-programme 6 (Développement et gestion des infrastructures) devrait recevoir un rang de priorité élevé;

c) La mention qui est faite de la décision 10/24 de la Commission des établissements humains aux sous-programmes 4 et 8 devrait être supprimée car cette décision ne fait pas partie des textes portant autorisation de ces deux sous-programmes.

Programme 23. Sociétés transnationales

224. A sa 43e séance, le 4 juin, le Comité a examiné le programme 23 (Sociétés transnationales) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 23)].

Examen de la question

225. Quelques délégations ont proposé qu'un nouveau sous-programme intitulé "Les sociétés transnationales et l'environnement" soit ajouté au programme. D'autres délégations étaient contre cette proposition.

226. Certaines délégations ont indiqué que le programme ne traitait clairement ni du rôle des banques transnationales en ce qui concerne les emprunts extérieurs et le service de la dette ni des responsabilités connexes du Centre. D'autres ne souscrivaient pas à cette opinion.

227. Un certain nombre de délégations ont souligné que le programme ne donnait pas une idée suffisamment précise des mesures qui devraient être prises au sujet des sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud ou entretenant des relations commerciales avec ce pays. D'autres délégations ne partageaient pas cet avis.

228. Quelques délégations ont proposé d'accorder un rang de priorité élevé au sous-programme 3. D'autres ont appuyé celui que proposait le Secrétaire général.

229. Plusieurs délégations ont souligné l'importance de la transparence et de la divulgation de toutes les informations relatives aux activités et aux opérations des sociétés transnationales, en particulier pour les pays d'implantation. D'autres délégations ne souscrivaient pas à cette opinion.

Conclusions et recommandations

230. Le Comité a noté que les travaux envisagés en ce qui concerne le code de conduite dépendaient de l'adoption de ce dernier.

231. Le Comité a été d'avis que le programme devrait continuer à faire une plus large place à l'impact et au rôle des sociétés transnationales en matière d'environnement et de développement.

232. Le Comité a recommandé l'approbation du programme 23 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, compte tenu des conclusions ci-dessus et avec les modifications suivantes :

a) Dans les paragraphes 23.13, 23.17, 23.20 et 23.27, remplacer les termes "pays à économie planifiée" par "pays d'Europe centrale et d'Europe orientale";

b) Dans le paragraphe 23.16, supprimer les mots "la Commission et" dans la deuxième phrase;

c) Dans le paragraphe 23.22, insérer les mots "le déversement de déchets toxiques" après les termes "produits chimiques" et les mots "y compris des déchets nucléaires" après les termes "des matières radioactives" dans la deuxième phrase;

d) Dans le paragraphe 23.22, remplacer le mot "suffisante" par le mot "réelle" dans la dernière phrase.

Programme 24. Statistiques

233. A sa 35e séance, le 30 mai, le Comité a examiné le programme 24 (Statistiques) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog.24)].

Conclusions et recommandations

234. Le Comité a souligné l'importance qu'il y avait de pouvoir facilement disposer de publications statistiques à jour et la nécessité de maintenir le rôle central et intersectoriel du Bureau de statistique.

235. Le Comité a également souligné que les données statistiques contenues dans ces publications devaient être fiables et comparables.

236. Il a été convenu d'inclure, en tant que mandat du sous-programme 1, le mandat énoncé dans la résolution 1989/4 du Conseil économique et social. Il a également pris note de la collaboration qui s'est instituée entre le Bureau de statistique et l'Institut des Nations Unies pour le développement social.

237. Le Comité a recommandé que le programme 24 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 soit approuvé, compte tenu des conclusions ci-dessus.

Programme 25. Questions et politiques mondiales dans le domaine social

238. A sa 38e séance, le 1er juin, le Comité a examiné le programme 25 (Questions et politiques mondiales dans le domaine social) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Progr. 25)].

Examen de la question

239. De l'avis de quelques délégations, les sous-programmes 1 et 2 devraient être fondus en un seul. Certaines délégations ont proposé que le sous-programme 3 (La famille dans le processus de développement) soit désigné comme hautement prioritaire plutôt que le sous-programme 1 (Analyse des questions sociales nouvelles).

240. Certaines délégations ont estimé que les Principes directeurs pour les politiques et programmes de protection sociale orientés vers le développement dans un avenir proche (1987) devraient servir de base au programme.

Conclusions et recommandations

241. Le Comité a noté l'étroite relation qui existe entre ce programme et un certain nombre d'autres programmes du plan à moyen terme. Il a donc souligné la nécessité de renforcer la coordination à cet égard.

242. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 25 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997.

Programme 26. Intégration de groupes sociaux

243. A sa 38e séance, le 1er juin, le Comité a examiné le programme 26 (Intégration de groupes sociaux) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 26)].

Examen de la question

244. Une délégation a indiqué que le sous-programme relatif à la jeunesse devait recevoir un rang de priorité élevé.

Conclusions et recommandations

245. En ce qui concerne le paragraphe 26.31, le Comité a noté que, conformément au paragraphe 1 de la résolution 1990/26 du Conseil économique et social, un groupe de travail ad hoc d'experts gouvernementaux à composition non limitée pourrait élaborer des règles pour l'égalisation des chances des enfants, des jeunes et des adultes handicapés.

246. Le Comité a noté qu'aucune priorité n'avait été proposée pour les trois sous-programmes.

247. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 26 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997.

Programme 27. Promotion de la femme

248. A sa 38e séance, le 1er juin, le Comité a examiné le programme 27 (Promotion de la femme) du plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 27)].

Examen de la question

249. Certaines délégations ont suggéré de fusionner les sous-programmes 1, 2 et 3 en un seul sous-programme. D'autres délégations se sont déclarées satisfaites de la structure du programme telle que proposée. Il a été suggéré d'accorder au sous-programme 2 (Développement) un rang de priorité élevé. On a fait observer que le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la mise en oeuvre du programme, notamment au paragraphe 27.5, était surestimé. Certaines délégations ont indiqué que le sous-programme 3 devrait se concentrer davantage sur les questions de violence dans la famille plutôt que sur le rôle des femmes dans les questions de désarmement mondial.

250. Quelques délégations ont proposé des modifications au programme :

a) Sous-programme 1. Mention devrait être faite des mécanismes nationaux dans la mise en oeuvre du sous-programme, et l'alinéa h) du paragraphe 27.13 devrait, outre le secteur public, faire également mention du secteur privé.

b) Sous-programme 2. En plus des organisations non gouvernementales, il conviendrait de mentionner à l'alinéa e) du paragraphe 27.19 les organismes du système des Nations Unies.

Conclusions et recommandations

251. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 27 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997.

Programme 28. Contrôle international des drogues

252. A ses 36e et 37e séances, le 31 mai, le Comité a examiné le programme 28 (Contrôle international des drogues) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 28)], en même temps que le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (E/1990/39 et Corr.1) (voir chap. IV, sect. D).

Examen de la question

253. Un certain nombre de délégations se sont déclarées satisfaites de l'orientation générale et de la stratégie du programme. Certaines délégations ont fait observer qu'un rang de priorité élevé aurait dû être accordé aux sous-programmes 4 et 5.

Conclusions et recommandations

254. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 28 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 étant entendu que ce programme était provisoire et serait révisé conformément au règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait au programme, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation pour y inclure toutes les activités prévues dans le Programme d'action mondial récemment adopté par l'Assemblée générale à sa dix-septième session extraordinaire.

Programme 29. Prévention du crime et justice pénale

255. A sa 38e séance, le 1er juin, le Comité a examiné le programme 29 (Prévention du crime et justice pénale) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Progr. 29)].

Examen de la question

256. Plusieurs délégations ont déclaré que la question de l'abolition de la peine capitale ne faisant pas l'unanimité, elle ne devrait pas faire partie des nouveaux domaines (énumérés au paragraphe 29.32) dans lesquels il faudrait établir des normes. D'autres délégations ont exprimé l'opinion que la référence à l'abolition de la peine capitale devrait être maintenue dans ce paragraphe.

257. Plusieurs délégations ont estimé qu'il faudrait définir plus clairement le rôle que jouerait l'ONU s'agissant de coordonner l'exécution du programme.

Conclusions et recommandations

258. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 29 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 en y apportant la modification suivante : ajouter les mots "y compris le déversement de déchets toxiques" à la fin de l'alinéa d) du paragraphe 29.16.

Programme 30. Coopération régionale pour le développement en Afrique

259. A sa 32e séance, le 29 mai, le Comité a examiné le programme 30 (Coopération régionale pour le développement en Afrique) du plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 30)].

Examen de la question

260. Un certain nombre de délégations ont souligné la relation existant entre ce programme et le programme 11, Questions et politiques générales, y compris la coordination, qui comprenait un sous-programme relatif à la coordination des politiques et programmes de développement économique et social de l'Afrique. Un certain nombre de délégations ont estimé qu'il n'y avait pas de lien évident entre les objectifs énoncés dans le présent programme et ceux qui étaient fixés dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990.

261. Plusieurs délégations ont exprimé des réserves quant à l'ordre de priorité des sous-programmes proposé dans le programme. Quelques délégations ont proposé d'attribuer un rang de priorité élevé aux sous-programmes suivants : sous-programme 8 (Environnement); sous-programme 11 (Développement du commerce et coopération commerciale); et sous-programme 15 (Science et technique).

262. Quelques délégations ont estimé que, dans un certain nombre de cas, les problèmes traités auraient pu être abordés d'une manière plus positive.

Conclusions et recommandations

263. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 30 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 en y apportant les modifications suivantes :

a) Dans le cadre des activités proposées, il conviendrait de mettre l'accent sur la crise de la dette extérieure, l'intégration économique de l'Afrique et le tourisme en en faisant l'objet de sous-programmes distincts;

b) Le sous-programme 8 devrait être rebaptisé "Environnement et développement", le sous-programme 14 "Energie-sources nouvelles et renouvelables" et le sous-programme 15 "Science et technique au service du développement";

c) Par ailleurs, le nouveau sous-programme sur la coopération et l'intégration économiques recommandé ci-dessus devrait se voir attribuer un rang de priorité élevé dans le programme.

Programme 31. Coopération régionale pour le développement en Asie et dans le Pacifique

264. A sa 31e séance, le 29 mai, le Comité a examiné le programme 31 (Coopération régionale pour le développement en Asie et dans le Pacifique) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 31)].

Examen de la question

265. Certaines délégations ont estimé que le programme était complet et équilibré. D'autres ont estimé que les objectifs généraux pour 1992-1997 n'étaient pas clairement définis. Quelques délégations ont estimé que l'on aurait dû insister davantage sur la coordination entre la CESAP et d'autres organismes du système des Nations Unies.

Conclusions et recommandations

266. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 31 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997.

267. Le Comité a noté cependant qu'en raison du report de sa session, la Commission n'aurait pas eu l'occasion d'examiner le programme et le ferait lors de sa prochaine session en juin. Le Comité a également noté qu'il se pourrait, de ce fait, que le Secrétaire général présente un complément d'information sur le programme, et notamment sur l'attribution des rangs de priorités, lorsque le Comité se réunirait en septembre.

Programme 32. Coopération régionale pour le développement en Europe

268. A sa 31e séance, le 29 mai, le Comité a examiné le programme 32 (Coopération régionale pour le développement en Europe) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 32)].

Examen de la question

269. Plusieurs délégations ont considéré qu'un rang de priorité élevé devrait être également accordé au sous-programme 8 (Science et technique). Plusieurs autres ont proposé que l'on insiste davantage, tout au long du programme, sur les besoins des pays les moins développés de la région.

Conclusions et recommandations

270. Le Comité est arrivé à la conclusion qu'il faudra peut-être modifier le programme 32, y compris l'orientation des activités, dans le contexte de l'examen entrepris par la CEE.

271. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 32 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, sous réserve qu'il soit tenu compte de la conclusion ci-dessus et avec la modification suivante : dans le texte du programme, les termes "économies planifiées" devraient être remplacés par "Etats d'Europe centrale et orientale".

Programme 33. Coopération régionale pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes

272. A sa 31e séance, le 29 mai, le Comité a examiné le programme 33 (Coopération régionale pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 33)].

Examen de la question

273. Plusieurs délégations ont indiqué que l'orientation générale du programme rencontrait leur agrément et ont noté avec satisfaction que la CEPALC mettrait l'accent sur la liaison et la coopération avec les autres unités du Secrétariat ainsi que sur la coordination avec les institutions spécialisées compétentes, dans le cadre de l'exécution du programme.

274. En ce qui concerne le sous-programme 13 (Activités sous-régionales dans les Caraïbes), certaines délégations se sont félicitées qu'il ait été inclus, conformément aux décisions prises par le CPC à sa vingt-neuvième session. Elles ont estimé cependant qu'il devrait y avoir un lien entre ce sous-programme et le sous-programme 2 (Développement économique). Ces mêmes délégations ont également fait observer que l'ampleur des problèmes traités par le sous-programme 13 allait bien au-delà de la question du service de la dette extérieure et ont estimé qu'il conviendrait de mettre davantage l'accent sur la coopération technique dans ce sous-programme.

275. De l'avis de certaines délégations, la consolidation et le parachèvement des processus démocratiques en vue de promouvoir l'instauration de sociétés pluralistes n'étaient pas des éléments utilisés à l'Organisation des Nations Unies pour atténuer le problème du service de la dette extérieure des pays d'Amérique latine, les causes, les solutions de ce problème étant liées à d'autres facteurs.

Conclusions et recommandations

276. Le Comité a souligné que dans le sous-programme 7 (Environnement et établissements humains), la question de l'environnement devrait être liée au problème général du développement, conformément à la résolution 44/228 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1989.

277. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 33 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, en modifiant la phrase ainsi libellée : "Le sous-programme 2 (Développement économique) est prioritaire", dont les deux derniers mots sont à remplacer par le membre de phrase suivant : "à un rang de priorité élevé".

Programme 34. Coopération régionale pour le développement en Asie occidentale

278. A ses 32e et 33e séances, les 29 et 30 mai, le Comité a examiné le programme 34 (Coopération régionale pour le développement en Asie occidentale) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 34)].

Examen de la question

279. Un certain nombre de délégations se sont déclarées satisfaites de l'orientation générale du programme.

280. De l'avis de quelques autres, certaines des activités proposées dépassaient le cadre des textes portant autorisation des travaux et plusieurs sections du programme demandaient à être remaniées de façon à tenir compte de la situation internationale actuelle dans les domaines du travail et du commerce.

281. Certaines délégations ont fait observer qu'en égard à l'importance de la question de l'intégration des femmes au développement les activités proposées dans le cadre du sous-programme 13 n'étaient pas suffisamment précises.

282. L'attention des délégations a été appelée, dans le cadre du sous-programme 2 (Questions et politiques de développement), sur la réunification récente du Yémen démocratique et du Yémen.

Conclusions et recommandations

283. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale approuve le programme 34 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, sous réserve des modifications suivantes :

a) Paragraphe 34.42. A la onzième ligne, remplacer la phrase "Les deux pays ... importants déficits commerciaux." par la phrase suivante : "Le pays le moins avancé de la région de la CESAO (la République du Yémen) dépend des ressources extérieures pour financer ses projets de développement et son important déficit commercial."

b) Paragraphe 34.44 b). Il convient de lire comme suit cet alinéa :

"Des études concernant les problèmes des pays les moins avancés, et notamment de la République du Yémen, seront entreprises en étroite collaboration avec la CESAO."

Programme 35. Promotion et protection des droits de l'homme

284. A ses 48e et 50e séances, les 6 et 7 juin, le Comité a examiné le programme 35 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 35)].

Examen de la question

285. Certaines délégations ont souligné qu'il fallait que le programme tende davantage à faire appliquer les instruments existants qu'à en créer de nouveaux. On a noté à cet égard que les normes et traités cités dans le cadre des objectifs du sous-programme 2 ne constituaient pas une liste exhaustive des normes et traités

existants dans le domaine des droits de l'homme. Certaines délégations ont estimé que cette liste ne devrait comprendre que les traités qui avaient été adoptés par consensus.

286. Certaines délégations ont fait observer qu'il ne faudrait pas que le droit des populations autochtones puisse servir de prétexte à la violation des libertés fondamentales d'autres citoyens. A cet égard, une délégation a mentionné un cas particulier qui, à son avis, devrait être examiné par les organes intéressés.

287. Certaines délégations ont estimé qu'il serait plus approprié de traiter de questions telles que la dette extérieure, les politiques d'ajustement, les déchets toxiques et les armes chimiques dans le cadre d'autres programmes et que ces questions ne devraient donc pas être considérées comme de nouveaux domaines de recherche au titre du sous-programme 4. D'autres délégations ont estimé au contraire qu'il fallait étudier les effets de ces questions sur la jouissance des droits de l'homme.

288. Certaines délégations ont fait observer que les droits des minorités et les droits des travailleurs migrants n'étaient pas de même nature et qu'il faudrait que la ligne de conduite à suivre au titre du sous-programme 2 prenne compte de cette différence.

289. Un certain nombre de délégations ont contesté la référence faite au droit au développement à propos de l'élaboration de normes au titre du sous-programme 4, tandis que d'autres ont estimé que cette référence était justifiée.

290. Certaines délégations ont été d'avis que les droits de l'homme, l'assistance aux réfugiés et les secours en cas de catastrophe étaient des questions liées au développement social et qu'il conviendrait par conséquent de fusionner les grands programmes VII et V. D'autres délégations ont rappelé que les droits de l'homme faisaient l'objet d'une mention distincte et expresse dans la Charte des Nations Unies. Selon certaines délégations, il fallait ajouter la résolution 44/164 de l'Assemblée générale aux textes portant autorisation du programme.

291. Plusieurs délégations ont estimé que le programme devrait contenir une référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

292. Un certain nombre de délégations ont prié le Secrétariat d'inclure dans le programme les activités confiées à la Commission des droits de l'homme en ce qui concerne les droits des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960 et les droits économiques et sociaux.

293. Certaines délégations ont estimé qu'il fallait donner priorité absolue au sous-programme 2 puisqu'il traitait de normes inscrites dans la Charte; certaines délégations considéraient qu'il convenait d'ajouter à la fin du paragraphe 35.14 b) l'expression "conformément aux mécanismes existants".

294. Plusieurs délégations ont souligné l'importance de la relation entre les droits de l'homme, la paix et le développement et sont convenues que le programme devrait dûment tenir compte de cette relation. Elles ont en particulier souligné que le développement était un droit fondamental de l'homme.

295. Plusieurs délégations ont souligné qu'il fallait inclure dans le programme toutes les activités relatives aux droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés.

296. Certaines délégations ont recommandé d'inclure dans le programme tous les textes portant autorisation des travaux ayant trait aux mécanismes de contrôle, à l'établissement de rapports sur des thèmes particuliers et aux violations flagrantes. D'autres délégations ne partageaient pas cet avis.

297. Certaines délégations ont estimé que, dans le programme de l'Organisation des Nations Unies relatif aux droits de l'homme, les problèmes qui se posaient dans ce domaine ne devaient pas être utilisés à des fins politiques, comme certains ont tenté de le faire lors de l'examen de la question.

298. De l'avis de certaines délégations, la deuxième phrase du paragraphe 35.3 devait être supprimée car elle ne constituait pas une évaluation complète du problème. A leurs yeux, le droit des peuples au développement économique et social était l'un des droits fondamentaux de l'homme. Ils ont également estimé que le développement économique et social était indispensable au plein exercice des droits de l'homme.

299. Certaines délégations ont émis l'avis qu'afin de promouvoir et de protéger le respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales, il fallait se conformer strictement aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies et par le droit international, en particulier le respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité nationale, le droit à l'autodétermination et à l'indépendance politique des peuples, le non-recours à la menace de la force ou à la force dans les relations internationales.

300. Certaines délégations ont souligné que les règles et procédures établies dans les résolutions et décisions pertinentes devaient guider l'Organisation des Nations Unies dans la réalisation des objectifs énoncés dans les programmes.

301. A la 59e séance, le 11 juin, une délégation a demandé au Contrôleur s'il fallait interpréter le paragraphe 303 comme signifiant notamment que le Secrétaire général présenterait des propositions ayant pour objectif de réviser le programme 35 relatif à la promotion et à la protection des droits de l'homme pour y inclure toutes les activités ayant trait aux droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés et les tâches conférées à la Commission des droits de l'homme en ce qui concerne les droits des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance. A la même séance, le Contrôleur a expliqué dans sa réponse que, selon son interprétation des conclusions et recommandations du Comité figurant au paragraphe 303, lorsque le Comité demandait au Secrétaire général de reconnaître la nécessité d'améliorer la structure du plan à moyen terme, y compris les révisions, il lui demandait aussi de prendre toutes les mesures qui étaient en son pouvoir et qui relevaient de sa compétence pour refléter toutes les vues exprimées par les Etats Membres aux paragraphes 285 à 300 et 302 dans ses propositions tendant à améliorer la structure du plan ainsi que dans les révisions futures. Conformément à cette demande, le Secrétaire général veillerait à ce que toutes les vues exprimées par les Etats Membres dans les paragraphes susmentionnés soient portées à l'attention des organes intergouvernementaux subsidiaires compétents conformément au règlement et règles régissant la planification des programmes, dans le cadre de révisions au plan contenant, le cas échéant, des propositions touchant la structure ou le contenu du plan, notamment l'inclusion de renvois. Les mesures voulues seraient prises par les fonctionnaires compétents du Secrétariat dès l'adoption du rapport par le Comité et sous réserve de son approbation définitive par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session.

Réserve

302. Une délégation a signalé que les activités de l'Organisation des Nations Unies concernant la situation au Moyen-Orient ne tenaient pas compte de la situation de tous les peuples de la région dans le domaine des droits de l'homme.

Conclusions et recommandations

303. Le Comité a rappelé ses conclusions concernant la nécessité d'améliorer la structure du plan à moyen terme, y compris les révisions, pour ce qui est de la définition des secteurs d'activité et de leur présentation, ainsi que la nécessité de faire apparaître, le cas échéant, les liens entre les programmes et sous-programmes des renvois et les activités pertinentes dans le plan, compte tenu des vues exprimées par les Etats Membres au cours du débat.

304. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 35 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997.

Programme 36. Protection internationale des réfugiés et assistance aux réfugiés

305. A sa 50e séance, le 7 juin, le Comité a examiné le programme 36 (Protection internationale des réfugiés et assistance aux réfugiés) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 36)].

Examen de la question

306. Certaines délégations ont estimé que le HCR devait s'employer davantage à éliminer les causes profondes du problème des réfugiés.

307. Certaines délégations ont été d'avis qu'il ne fallait pas établir d'ordre de priorité entre les solutions décrites au sous-programme 5 car on pouvait aborder le problème des réfugiés sous différents angles, suivant les circonstances. Certaines délégations ont estimé qu'un rang de priorité élevé pourrait être attribué au sous-programme 4.

308. D'autres délégations ont insisté sur le fait qu'en raison du caractère humanitaire des activités du HCR, il fallait veiller à ce que les difficultés financières n'aient pas un effet préjudiciable sur les programmes de cet organisme.

309. Certaines délégations ont fait observer que le programme devait être vu à la lumière des difficultés financières du HCR.

310. Un certain nombre de délégations ont souligné que le HCR devait s'en tenir à son mandat initial pour éviter de devenir une organisation à vocation de développement.

311. On a estimé que le problème des réfugiés en Afrique australe n'était pas suffisamment pris en compte dans le programme.

Conclusions et recommandations

312. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 36 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, avec les modifications suivantes :

a) Paragraphe 36.19. Il faudrait mentionner les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

b) Paragraphe 36.22. Il faudrait citer la résolution 44/164 parmi les textes portant autorisation du sous-programme 1.

c) Paragraphe 36.55. Il faudrait citer les résolutions relatives à la protection juridique des réfugiés palestiniens au nombre des textes portant autorisation du sous-programme 6.

d) Paragraphe 36.56. Il faudrait supprimer le membre de phrase "Dans la limite des ressources disponibles".

Programme 37. Secours en cas de catastrophe et atténuation des effets des catastrophes, et programmes spéciaux d'urgence

313. A sa 50e séance, le 7 juin, le Comité a examiné le programme 37 (Secours en cas de catastrophe et atténuation des effets des catastrophes, et programmes spéciaux d'urgence) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 37)].

Examen de la question

314. Certaines délégations ont estimé que le programme aurait dû faire une plus large place aux diverses activités prévues au titre de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles. D'autres délégations ont proposé que la Décennie fasse l'objet d'un sous-programme distinct.

315. Certaines délégations ont indiqué qu'il semblait y avoir un chevauchement des activités entre les sous-programmes 1 et 4.

Conclusions et recommandations

316. Le Comité est convenu de l'importance des activités des Nations Unies en matière de secours en cas de catastrophe et il a souligné la nécessité d'assurer une coordination efficace à l'échelle du système et d'utiliser pleinement les centres de liaison au niveau national.

317. Le Comité a recommandé d'accorder aussi un rang de priorité élevé au sous-programme 4 - Programmes spéciaux d'urgence.

318. Le Comité est en outre convenu que les activités de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles devaient être incorporées dans le programme conformément à la résolution 44/236 du 22 décembre 1989.

319. Le Comité a recommandé l'approbation du programme 37 du projet de plan à moyen terme, compte tenu des conclusions ci-dessus et sous réserve de la modification ci-après : sous-programme 3. Ajouter la résolution 44/236 de l'Assemblée générale à la liste des textes portant autorisation du sous-programme.

Programme 38. Information

320. A sa 41e séance, le 2 juin, le Comité a examiné le programme 38 (Information) du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 38)].

Examen de la question

321. Si certaines délégations ont estimé que le texte proposé était clair, concis et conforme aux recommandations antérieures du Comité, d'autres ont regretté qu'il ne fasse pas état d'objectifs précis à réaliser dans des délais fixés.

322. Plusieurs délégations ont approuvé la proposition de déclarer prioritaire le sous-programme 1 (Services de promotion). Une délégation a exprimé l'avis que le sous-programme 2 (Services d'information) aurait dû se voir accorder un rang de priorité élevé. Une autre a noté que les deux sous-programmes étaient étroitement liés et a exprimé l'espoir que le fait d'accorder un rang de priorité élevé au sous-programme 1 n'aurait pas de répercussions négatives sur l'exécution du sous-programme 2.

323. Certaines délégations ont jugé que l'absence d'indication concernant les incidences financières, contraire à la règle 103.3 du règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait au programme, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, rendait incertaine l'exécution des activités prévues.

324. Les délégations ont exprimé des points de vue divers quant aux domaines d'activité figurant au paragraphe 38.10. Si, pour certaines d'entre elles, les cinq domaines d'activité en question correspondaient rigoureusement à l'accord auquel le Comité était parvenu à sa vingt-huitième session, d'autres ont jugé que la liste proposée devait être identique à celle figurant à l'alinéa c) du sous-paragraphe 2 du paragraphe 1 de la section II de la résolution 44/50 de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1989, intitulée "Questions relatives à l'information". Une délégation a estimé que la question des droits de l'homme devrait être abordée dans ses rapports avec les autres questions liées au domaine social et que le commerce et l'élimination de la pauvreté devaient figurer parmi les questions se rapportant au développement. D'autres délégations ont remis en question l'inclusion de l'instauration du nouvel ordre économique international et du nouvel ordre mondial de l'information et de la communication sous la rubrique "développement". On s'est référé au rapport du Comité de l'information qui doit être présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session. Une délégation a exprimé l'avis qu'en ce qui concernait la question de Palestine, le Département de l'information devrait s'efforcer de présenter la situation de manière équilibrée.

325. Certaines délégations ont souligné qu'il importait de respecter le principe d'une répartition géographique équitable aux échelons supérieurs du Département, qui reflète la composition géographique de l'Organisation des Nations Unies. D'autres ont rappelé les dispositions de la Charte des Nations Unies.

Réserves

326. Une délégation a fait observer que les activités de l'ONU se rapportant à la question de Palestine n'avaient pas contribué à un règlement pacifique du conflit au Moyen-Orient.

Conclusions et recommandations

327. Le Comité a approuvé la structuration du programme en deux sous-programmes.

328. Le Comité a souligné la nécessité d'améliorer la qualité des produits du sous-programme 2 et de les exécuter rapidement.

329. Le Comité a également noté qu'il n'avait pas été fait explicitement état des réunions et conférences récentes et à venir dont les décisions constituaient le fondement d'activités spéciales d'information qui seraient à exécuter dans le futur. Il a souligné que les révisions périodiques du plan à moyen terme devraient fournir l'occasion d'actualiser le programme 38 sur ce point.

330. Le Comité a noté l'importance qu'il y a à garantir la diversité linguistique des produits du Département.

331. Le Comité a noté en outre que le texte explicatif du programme ne mentionnait pas expressément les activités exécutées par les centres d'information des Nations Unies et souligné que le Secrétaire général devait veiller, en particulier, à ce que ces centres disposent de ressources suffisantes pour pouvoir fonctionner efficacement.

332. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 38 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, sous réserve des conclusions ci-dessus.

B. Exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1988-1989

333. De sa 13e à sa 19e séance, du 15 au 18 mai 1990, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1988-1989 (A/45/218 et Add.1 et Corr.1).

Conclusions et recommandations

334. Le Comité a pris note du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1988-1989 (A/45/218 et Corr.1 et Add.1 et Add.1/Corr.1).

335. Le Comité a constaté que l'on avait tenu compte dans la structure et la présentation générale du rapport de certaines améliorations qu'il avait recommandées lors de sa vingt-huitième session. Il était bon, en particulier, que les produits exécutés soient présentés par catégorie et par grand programme du plan à moyen terme.

336. Le Comité a par ailleurs constaté que l'on se heurtait encore à de grandes difficultés méthodologiques lorsqu'il s'agissait de mesurer et d'évaluer objectivement l'exécution du programme de l'Organisation. Des problèmes précis qu'il avait relevés en étudiant les rapports précédents, et que le Secrétaire général cernait bien dans le rapport à l'étude, n'avaient pas été résolus.

337. Le Comité a jugé qu'il importait de continuer d'améliorer la méthodologie employée pour rendre compte de l'exécution du programme. Il fallait en particulier :

a) Considérer la totalité des activités de l'Organisation et non pas seulement les produits mesurables tels qu'ils sont actuellement définis;

b) Mieux classer les produits par catégorie, en tenant compte de leur diversité et du fait que leur importance, du point de vue tant de l'utilisation des ressources que de l'intérêt qu'ils présentent pour les Etats Membres, est très variable;

c) Distinguer les activités et produits financés à l'aide du budget ordinaire des activités et produits - projets opérationnels compris - financés à l'aide de fonds extrabudgétaires;

d) Revoir les critères appliqués, en particulier en ce qui concerne la mesure des résultats et le remaniement, le report, l'élimination et l'adjonction de produits ou activités.

338. Le Comité a par ailleurs jugé qu'il convenait d'améliorer à la fois l'analyse et le champ sur lequel porte le rapport. Les données sur l'exécution du programme devraient être accompagnées d'explications sur les circonstances et les raisons qui font que l'on s'écarte de ce qui est prévu dans le budget-programme tel qu'il a été approuvé. A l'avenir, les rapports devraient non seulement exposer ce qui a été réalisé, mais également offrir une analyse qui, entre autres objets, permettrait au Comité de se faire plus facilement une idée générale de la fonction que lui-même et les divers organes techniques, sectoriels et régionaux, doivent remplir dans l'exécution du budget-programme de l'Organisation au long de l'exercice biennal. Cela permettrait aussi au Secrétariat de donner des éclaircissements plus satisfaisants en cas de report, suppression ou adjonction de produits et activités. Enfin, on verrait plus clairement comment est appliquée la règle actuelle concernant les modifications qui ont des incidences sur plus du tiers des produits finals d'un sous-programme (règle 105.2 du Règlement régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation).

339. Le Comité a souligné que le compte rendu de l'exécution du programme et le compte rendu de l'exécution du budget devaient se compléter l'un l'autre. Les Etats Membres devraient avoir à leur disposition les informations nécessaires pour pouvoir plus facilement apprécier l'ensemble de l'exécution d'un budget-programme sous tous ses aspects, qu'il s'agisse des questions financières ou du contenu même des programmes. Il a cependant reconnu qu'une présentation ainsi intégrée soulevait encore bien des difficultés d'ordre conceptuel et méthodologique. Le Comité a estimé que, pour commencer, le rapport sur l'exécution du budget devrait renseigner sur l'exécution des programmes, et le rapport sur l'exécution du programme présenter des données sur l'usage qui a été fait des ressources pendant l'exercice biennal.

340. Le Comité a constaté que les améliorations du rapport sur l'exécution du programme dépendaient dans une large mesure de celles apportées à la structure et à la présentation générale du budget-programme. Cela est particulièrement nécessaire en ce qui concerne la définition des produits et des activités et le contrôle des programmes financés en totalité ou en partie à l'aide de fonds extrabudgétaires. Le Comité a décidé de revenir sur cette question, à sa trente et unième session, lorsqu'il examinerait le projet de budget-programme proposé par le Secrétaire général pour l'exercice biennal 1992-1993.

341. Le Comité a donc recommandé, afin que l'on ait le temps d'opérer les changements et améliorations voulus dans les rapports ultérieurs, que le Secrétaire général lui présente à sa trente et unième session un rapport sur la méthodologie de contrôle et de compte rendu de l'exécution du programme de l'Organisation, en tenant compte des recommandations et conclusions du Comité présentes et précédentes, des directives et règles régissant la planification et la budgétisation des programmes et des principes de programmation et de budgétisation tels qu'ils sont énoncés dans les résolutions 41/213 et suivantes de l'Assemblée générale. (Voir à l'annexe III l'état des incidences sur le budget-programme présenté à ce propos par le Secrétaire général le 3 juillet 1990.)

342. Le Comité a reconnu qu'il existait un rapport entre le contrôle de l'exécution du programme et les questions se rapportant à l'établissement des priorités du budget-programme, du plan général et du plan à moyen terme. Il reviendrait sur ce sujet durant la seconde partie de sa trentième session, lorsqu'il examinerait tous les aspects de l'établissement des priorités des futurs plans généraux des projets de budget-programme.

343. L'ampleur des problèmes d'ordre conceptuel et méthodologique que pose encore dans une large mesure le contrôle de l'exécution du programme fait qu'il n'est pas possible de formuler des conclusions précises au sujet de l'exécution de chacun des chapitres du budget-programme ou de chacun des grands programmes du plan à moyen terme. Le Comité a cependant relevé que le taux global de réalisation des produits prévus était plus faible que lors des exercices biennaux précédents. Cela était dû, entre autres circonstances, aux difficultés qu'avait connues l'Organisation durant les deux années considérées.

C. Evaluation

1. Application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale

344. A ses 2e et 3e séances, de sa 6e à sa 9e séance et à sa 22e séance, les 7, 9, 10, 11 et 22 mai, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale (A/45/204).

Conclusions et recommandations

345. Le Comité a noté que l'auto-évaluation n'avait pas été pleinement acceptée en tant qu'instrument de gestion. Il a aussi exprimé sa préoccupation devant le fait qu'une petite partie seulement des sous-programmes avait été évaluée jusqu'ici. Le Comité a estimé que la formation dispensée en matière d'auto-évaluation était satisfaisante et qu'elle devait se poursuivre.

346. Le Comité a noté que l'évaluation n'avait pas été pleinement intégrée au cycle de planification des programmes et a demandé que de nouveaux efforts soient faits pour appliquer les conclusions des évaluations lors des exercices futurs de planification et de programmation.

347. Le Comité a noté avec satisfaction qu'un certain nombre d'unités administratives avaient créé des mécanismes formels d'évaluation et qu'elles faisaient régulièrement rapport sur les conclusions des évaluations à leurs organes intergouvernementaux. Il a aussi noté que d'autres unités mettaient en place des mécanismes d'évaluation.

348. Le Comité a souligné qu'il convenait d'intensifier les efforts pour appeler l'attention des organes intergouvernementaux spécialisés sur les conclusions des évaluations. Il a prié instamment lesdits organes d'examiner dûment quant au fond lesdites conclusions afin de veiller à ce qu'elles soient prises en considération lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale, conformément à l'article 7.3 du règlement.

349. Le Comité a pris note des problèmes qui se posaient fréquemment lors de la conception des programmes dans le cadre du plan à moyen terme actuel, et qui rendaient difficile l'évaluation des résultats par rapport aux objectifs. Il a souligné qu'il était important de poursuivre les efforts visant à améliorer la situation à cet égard.

350. Le Comité a réaffirmé l'importance du processus d'évaluation pour la planification et l'exécution des programmes et a recommandé de renforcer encore l'évaluation au sein du système des Nations Unies. Le Secrétaire général a été prié en particulier :

a) De tout mettre en oeuvre pour veiller à ce que l'évaluation soit pleinement intégrée au cycle de planification des programmes, notamment en appliquant les conclusions des évaluations;

b) D'intensifier la formation à l'auto-évaluation ainsi qu'à d'autres éléments du cycle des programmes;

c) De veiller à ce que l'on prête attention à la terminologie utilisée pour fixer les objectifs et, lorsque ceux-ci ne sont pas conformes aux dispositions du règlement et des règles, de proposer d'autres formulations dans les rapports d'évaluation soumis aux organes intergouvernementaux;

d) D'informer les organes intergouvernementaux spécialisés des conclusions des évaluations approfondies et des auto-évaluations et d'encourager lesdits organes à parvenir à des recommandations et décisions visant l'amélioration de la conception, de l'exécution et des résultats des programmes;

e) D'accorder une plus grande place à l'amélioration des méthodes d'évaluation et aux applications concrètes des conclusions des évaluations.

2. Evaluation approfondie du grand programme relatif aux établissements humains

351. A ses 2e, 3e, 4e, 6e, 9e et 22e séances, les 7, 8, 9, 11 et 22 mai, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'évaluation approfondie du grand programme relatif aux établissements humains (E/AC.51/1990/2).

Conclusions et recommandations

352. Le Comité s'est déclaré satisfait du mode de présentation et du contenu du rapport d'évaluation qui avait été établi conformément aux recommandations figurant aux paragraphes 89 à 91 de son rapport sur les travaux de sa vingt-huitième session 3/.

353. Le Comité a noté que le Secrétaire général présenterait à l'Assemblée générale, à sa quarante-cinquième session, un rapport sur les fonds extrabudgétaires dans lequel serait abordée notamment la question du remaniement des méthodes de programmation et de budgétisation. Il a demandé que, dans le cadre des évaluations futures, le traitement des fonds extrabudgétaires se fonde sur les décisions que l'Assemblée générale prendrait sur ce rapport.

354. Le Comité a noté avec satisfaction que les produits des programmes qui étaient parvenus aux utilisateurs finals avaient été utilisés et jugés utiles. Il a

souligné la nécessité de résoudre les problèmes que soulevaient la répartition des produits et les stratégies et systèmes de diffusion.

355. Le Comité a recommandé que les recommandations figurant au paragraphe 115 du rapport soient adoptées et a demandé que les organes intergouvernementaux intéressés leur accordent toute l'attention voulue.

356. En ce qui concerne les recommandations sur la diffusion des informations, le Comité a demandé que l'attention des organes intergouvernementaux intéressés soit appelée sur le paragraphe 29 du rapport du Secrétaire général sur l'application des conclusions des évaluations (A/45/204).

3. Evaluation approfondie du programme relatif au désarmement

357. A ses 2e, 3e, 4e, 6e, 7e, 9e et 22e séances, tenues du 7 au 11 et le 22 mai, le Comité a examiné le rapport complémentaire du Secrétaire général concernant l'évaluation du programme relatif au désarmement (E/AC.51/1990/3 et Corr.1).

Conclusions et recommandations

358. Le Comité a recommandé que l'évaluation du programme relatif au désarmement à laquelle il doit procéder soit effectuée à la trente et unième session en 1991, compte tenu des conclusions et recommandations pertinentes formulées à sa vingt-neuvième session, des articles pertinents du règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, ainsi que des observations du Secrétaire général concernant l'évaluation des programmes politiques, qui figurent aux paragraphes 47 à 57 de son rapport.

359. Le Comité a estimé qu'il n'y aurait lieu pour le Secrétariat de procéder à l'évaluation des mécanismes intergouvernementaux, dans le contexte de l'évaluation du programme, que lorsque les Etats Membres le demanderaient expressément.

360. Il conviendrait d'adopter l'option A présentée au paragraphe 60 et de limiter la liste des points à mentionner dans les questionnaires aux points 1 a) et b), 3 a) et 5 mentionnés à l'annexe I.

361. Le Comité a approuvé les questions à aborder qui étaient énumérées aux paragraphes 22, 33 et 38, les méthodes proposées aux paragraphes 23, 34 à 36 et 39 à 41 pour la collecte de données, et les recommandations figurant aux paragraphes 42 à 46.

4. Evaluation du programme relatif à l'assistance et à la protection internationales accordées aux réfugiés

362. Le Comité était saisi d'une note du Secrétaire général sur l'évaluation du programme relatif à l'assistance et à la protection internationales accordées aux réfugiés (E/AC.51/1990/7).

363. Le Comité a pris note du rapport, étant entendu que le rapport intérimaire sur l'évaluation de l'UNRWA lui serait présenté en 1993, et qu'une décision serait prise sur le rapport final concernant l'UNRWA à ce moment-là.

5. Evaluation approfondie du grand programme relatif à la science et à la technique

364. De la 2^e à la 4^e séance, et aux 4^e, 7^e, 9^e et 46^e séances, les 7, 8, 10, 11 mai et 5 juin, le Comité a examiné le rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'évaluation approfondie du grand programme relatif à la science et à la technique (E/AC.51/1990/4).

Conclusions et recommandations

365. Le Comité a noté l'existence de nombreuses études et évaluations de l'activité de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technique. Il a également noté que le rapport intérimaire donne une idée nette, s'appuyant sur un examen des documents existants, des faits marquants qui ont conduit à l'état actuel du grand programme. L'évaluation des résultats obtenus se fonde essentiellement sur les rapports et l'action intergouvernementale mentionnée dans le rapport intérimaire, y compris la résolution 44/14 de l'Assemblée générale en date du 26 octobre 1989 qui a réaffirmé la validité du Programme d'action de Vienne sur la science et la technique au service du développement et a étudié les mandats des institutions qui en procèdent.

366. Le Comité a prié le Secrétaire général de lui soumettre à sa trente-deuxième session, en 1992, un rapport contenant une analyse concluante, avec le concours des organes pertinents, identifiant les options pour l'avenir qui comporteraient des propositions orientées vers l'action afin de résoudre les problèmes recensés dans les évaluations citées dans le rapport intérimaire, notamment ceux qui ont trait au financement, au cadre institutionnel et tous autres problèmes associés à la mise en oeuvre du Programme d'action de Vienne.

6. Evaluation approfondie du programme concernant les questions et politiques relatives au développement : CEA

367. A ses 2^e, 3^e, 5^e, 6^e et 9^e séances, les 7, 9 et 11 mai, le Comité a examiné le rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'évaluation approfondie du programme concernant les questions et politiques relatives au développement : Commission économique pour l'Afrique (CEA) (E/AC.51/1990/5).

Conclusions et recommandations

368. Le Comité a jugé que l'évaluation finale du rapport demandée au paragraphe 294 du rapport du Comité sur les travaux de sa vingt-neuvième session 4/ devrait tenir compte de toutes les évaluations pertinentes et des auto-évaluations de la CEA. Le rapport devrait être de nature analytique et présenter des propositions concrètes en vue de renforcer l'élaboration et l'exécution du programme. Il devrait mettre l'accent sur les questions relatives au programme découlant de l'examen et des évaluations du sous-programme 4, "Politiques, institutions et assistance technique pour la coopération économique sous-régionale", et des sous-programmes 7 et 8, relatifs au Système panafricain de documentation et d'information (PADIS), ainsi que sur les examens en cours de l'application du Plan d'action de Lagos et du Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990.

369. Le rapport devrait comprendre :

a) Une analyse des incidences sur le programme des conclusions et recommandations figurant dans les rapports susmentionnés, y compris la contribution du programme concernant les questions et politiques relatives au développement de la CEA à l'application du Plan d'action de Lagos et du Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990;

b) Un résumé de la suite donnée à ces rapports par les organismes intergouvernementaux;

c) Une évaluation de toutes les activités consécutives;

d) Un examen des effets des ressources extrabudgétaires sur les priorités et sur la réalisation des objectifs;

e) Des conclusions et recommandations, y compris éventuellement des propositions de modification du plan à moyen terme pour la période 1992-1997.

IV. QUESTIONS DE COORDINATION

A. Analyse interorganisations des programmes du système des Nations Unies concernant le développement industriel

370. A ses 11e et 12e séances, le 14 mai, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'analyse interorganisations des programmes du système des Nations Unies concernant le développement industriel (E/AC.51/1990/6).

Conclusions et recommandations

371. Le Comité a noté avec satisfaction l'amélioration de la qualité et de la présentation du rapport ainsi que les innovations apportées à sa structure, par exemple le fait qu'il soit précédé d'un résumé analytique et l'utilisation abondante de diagrammes dans la présentation des données. Il a estimé que ces nouvelles méthodes seraient utiles pour les prochaines analyses thématiques.

372. Le Comité a noté que la définition du développement industriel proposée dans le rapport était étendue et ne cadrerait pas avec celle qu'utilisait l'ONUDI. Le Comité a souligné que dans des secteurs tels que le développement industriel, qui pouvait recouvrir divers domaines, il fallait disposer d'une définition convenue de l'activité examinée pour faciliter une analyse croisée valable et éviter des comparaisons entre des types d'activités différents.

373. Le Comité a pris acte de la conclusion du rapport selon laquelle, dans l'ensemble, le système s'acquittait des mandats qui lui étaient confiés en matière de développement industriel de façon rationnelle eu égard aux ressources dont il disposait pour ce faire.

374. Dans le cas de l'ONUDI, qui avait des responsabilités importantes dans ce domaine, à la fois directement en tant que principale organisation des Nations Unies s'occupant du développement industriel et par suite de son mandat, qui était de coordonner les activités de toutes les organisations du système des Nations Unies dans ce domaine, le Comité a proposé que l'ONUDI, en coopération avec la Banque mondiale, envisage de créer un service de liaison pour les questions de fond.

375. Devant la contribution apportée par la Banque mondiale au financement du développement industriel dans les pays en développement, le Comité a recommandé que d'autres organisations du système des Nations Unies exerçant d'importantes activités en matière de développement industriel et n'ayant pas à l'heure actuelle d'arrangements de coordination active avec la Banque envisagent de prendre avec elle, dans des conditions mutuellement acceptables, des dispositions en vue d'une coordination active et concrète.

376. Le PNUD a été invité à examiner les moyens de mettre en place un service d'échange d'informations en ce qui concerne les activités de préinvestissement qu'il finançait dans ce domaine au bénéfice mutuel de différents types d'agents d'exécution.

377. Le Comité a souligné l'importance de la coordination des activités au niveau national entre les diverses organisations s'occupant de développement industriel. Etant donné le volume important de financement multilatéral de ces activités à ce niveau, il a recommandé que la coordination soit renforcée à l'échelon national, notamment en donnant au coordonnateur résident des Nations Unies un rôle plus central à jouer.

Développement industriel et environnement

378. Le Comité a souligné la nécessité pour les organisations du système des Nations Unies actives dans le domaine du développement industriel d'intensifier leur action, dans leur propre domaine de compétence, en vue de mieux faire comprendre qu'il importe de faire une place à la protection de l'environnement dans le processus de la promotion du développement industriel dans les pays en développement.

379. Compte tenu des responsabilités particulières incombant à l'ONUDI dans le domaine du développement industriel et de celles du PNUE dans le domaine de l'environnement ainsi que des travaux actuellement effectués par la Banque mondiale sur la question du développement industriel et de l'environnement, le Comité a proposé que ces organisations travaillent en collaboration étroite les unes avec les autres ainsi qu'avec d'autres organisations compétentes du système dans le but de coordonner plus efficacement leurs activités au moyen de mécanismes de consultation appropriés, à l'avantage de l'ensemble du système des Nations Unies, en ayant à l'esprit le programme relatif à l'environnement du plan à moyen terme à l'échelle du système.

380. Le Comité a souligné l'importance de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 pour la croissance économique et les objectifs de développement industriel de tous les pays et plus particulièrement des pays en développement. Dans ce contexte, il faudrait effectuer un examen complet des moyens qui permettraient de réaliser ces objectifs sans porter atteinte à l'environnement. Pour y contribuer, les pays en développement devraient avoir accès aux technologies visant à promouvoir un développement industriel écologiquement rationnel. L'action commune faisant intervenir les organisations reliées à l'ONU dans cette entreprise proposée au paragraphe 10 était bienvenue.

381. Le Comité a souligné l'importance de la proposition faite par le Conseil économique et social d'établir une analyse thématique de la relation entre l'environnement et le développement pour 1993. Il a invité tous les organismes compétents des Nations Unies à commencer à bref délai les travaux préparatoires nécessaires à cette analyse ainsi qu'à apporter leur contribution aux travaux du Comité préparatoire, puis à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992.

Pays les moins avancés

382. Le Comité a noté que les pays les moins avancés recevaient une faible part des ressources consacrées au développement pour leur développement industriel et souligné la nécessité de leur fournir des ressources en quantité et en proportion suffisantes pour leur permettre de réaliser un développement industriel viable et soutenu.

Coopération économique et technique entre pays en développement (CEPD/CTPD)

383. Le Comité a reconnu l'importance de la coopération économique et technique entre pays en développement. Il a recommandé de recourir davantage à ces instruments de coopération entre tous les pays en développement.

Les femmes et le développement

384. Le Comité a également souligné la nécessité pour les organisations du système des Nations Unies de s'efforcer d'intégrer pleinement les femmes dans les programmes de développement industriel et les activités de projet conçues pour leur permettre de participer au processus d'industrialisation en exploitant tout leur potentiel et conformément au programme relatif au rôle de la femme dans le développement du plan à moyen terme à l'échelle du système, 1990-1995.

B. Suite donnée à l'analyse interorganisations des programmes d'activité des organismes des Nations Unies dans les domaines de la recherche économique et sociale et de l'analyse décisionnelle

385. A sa 14e séance, le 15 mai, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur la suite donnée à l'analyse interorganisations des programmes d'activité des organismes des Nations Unies dans les domaines de la recherche économique et sociale et de l'analyse décisionnelle (E/AC.51/1990/8).

Conclusions et recommandations

386. Le Comité a pris note du rapport du Secrétaire général (E/AC.51/1990/8).

387. Le Comité a pris note des informations supplémentaires fournies dans le rapport, sur les éléments nouveaux intervenus dans le domaine de la recherche sociale et de l'analyse décisionnelle au sein du système des Nations Unies.

388. Il a également pris note des renseignements sur les efforts croissants faits par le Secrétariat et les organismes autonomes de recherche des Nations Unies pour favoriser les relations et la coopération concrète entre les unités administratives et les organismes oeuvrant dans le domaine de la recherche économique et sociale.

389. Le Comité a prié le Secrétaire général de poursuivre ses efforts visant à intensifier les échanges entre les organismes de recherche des Nations Unies et ceux n'appartenant pas au système.

C. Coordination dans le système des Nations Unies

390. De sa 2e à sa 10e séance, du 7 au 11 mai, le Comité a examiné le rapport d'ensemble annuel du Comité administratif de coordination pour 1989 (E/1990/18 et Add.1) ainsi que le rapport des Présidents du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination sur la vingt-quatrième série de réunions communes des deux organes (E/1990/4).

Conclusions et recommandations

1. Renforcement de la coordination dans le système des Nations Unies

391. Le Comité a estimé qu'il était de plus en plus nécessaire d'assurer l'utilisation efficace et cohérente des ressources humaines et financières, ainsi que la complémentarité des efforts entrepris, dans l'ensemble du système des Nations Unies et il a insisté sur l'importance qu'il attachait à la coordination en tant qu'instrument essentiel pour atteindre cet objectif, tant à l'échelon intergouvernemental qu'au niveau intersecrétariats.

392. Le Comité a reconnu qu'il existait des mécanismes de coordination bien établis, à l'échelon intergouvernemental, au sein des secrétariats et au niveau intersecrétariats. On a fait observer, toutefois, qu'il fallait mieux utiliser ces mécanismes afin de se conformer aux dispositions de la Charte des Nations Unies et qu'il était souhaitable que les secrétariats des organismes des Nations Unies de même que les Etats Membres accordent une attention accrue à la coordination à l'échelle du système.

393. Le Comité a noté que l'amélioration de la coordination au sein du système des Nations Unies était l'un des thèmes qui seraient examinés lors de la vingt-cinquième série de réunions communes du CPC et du CAC. Il attendait avec intérêt la documentation appropriée que lui communiquerait le CAC pour faciliter l'examen de cette question.

394. Le Comité a estimé que l'examen de la question du renforcement de la coordination dans le système des Nations Unies devait se poursuivre sur la base des informations pertinentes que lui communiquerait le Secrétaire général en sa qualité de Président du CAC.

395. A l'échelon intersecrétariats, le Comité a estimé qu'il fallait réaffirmer le rôle directeur qui incombait au Secrétaire général en matière de coordination, en sa qualité de Président du CAC, en particulier pour ce qui était d'encourager ce comité à continuer d'améliorer son fonctionnement.

396. Le Comité a noté que pour faciliter la coordination, il faudrait améliorer la compilation et la transparence de toutes les données requises, en provenance de tous les éléments du système, sur la base de définitions harmonisées des différents domaines d'activité.

2. Le rapport d'ensemble annuel du Comité administratif de coordination

397. Le Comité a constaté que des efforts louables avaient été entrepris pour commencer à améliorer la présentation et la teneur du rapport d'ensemble du CAC pour 1989 (E/1990/18 et Add.1) : le résumé du rapport était bien fait et mettait en lumière les principales questions et les principaux problèmes qui avaient retenu l'attention du CAC.

398. Le Comité s'est félicité de l'introduction présentée par le Secrétaire général, en sa qualité de Président du CAC. Il a félicité le Secrétaire général d'avoir mis l'accent sur la nécessité d'une coopération mondiale sous la forme d'une action concertée des organismes des Nations Unies pour faire face aux principaux problèmes qui se posent dans le monde.

399. Le Comité a encouragé le CAC à continuer à axer son rapport annuel sur les principaux faits nouveaux intervenus dans le système des Nations Unies pendant l'année écoulée et à identifier les problèmes qui appellent l'intervention concertée de plusieurs organismes. Le CAC devrait également passer en revue les progrès accomplis dans l'exécution des plans d'action à l'échelle du système.

400. Le Comité a estimé que le rapport du CAC devrait avoir un caractère plus prospectif et contenir des conclusions et recommandations concrètes sur l'action à entreprendre. Lorsqu'il existait des divergences de vues entre ses membres ou lorsque se posaient des problèmes sur le plan de la coordination, le CAC devrait en informer les Etats Membres et leur donner des informations sur les mesures correctives qui avaient été envisagées ou appliquées.

401. Le Comité a appelé l'attention du CAC sur les observations suivantes, qui lui seraient utiles pour l'établissement de ses futurs rapports :

a) S'agissant de l'élaboration de la nouvelle stratégie internationale du développement, le CAC devrait donner des indications sur les programmes et ressources des divers organismes qui pourraient être mis à contribution pour appliquer la nouvelle stratégie proposée;

b) S'agissant des questions relatives à l'environnement et au développement, le CAC devrait systématiquement rendre compte des activités en cours, y compris dans le cas particulier des activités de coopération. Ces informations faciliteraient la tâche du Comité préparatoire de la Conférence de 1982, en application de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1989;

c) S'agissant de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, le CAC devrait améliorer la coordination interinstitutions, au sein du système des Nations Unies, des divers programmes relatifs à la Décennie; ces programmes seront également examinés au titre du point de l'ordre du jour relatif à la prévention des catastrophes naturelles lors de la vingt-cinquième série de réunions communes du CPC et du CAC;

d) Les efforts faits par le CAC pour assurer l'utilisation optimale des ressources en vue d'améliorer l'image des Nations Unies ont été jugés dignes d'éloges;

e) Il faudrait redoubler d'efforts pour coordonner plus étroitement les activités des organismes en matière d'achats et assurer une meilleure coopération dans ce domaine. Le Comité a pris note des progrès accomplis jusqu'à présent et considérerait, lui aussi, que ces efforts devraient se traduire par des économies considérables pour les organisations participantes. Il a encouragé le CAC à rendre compte des nouveaux progrès accomplis à l'avenir;

f) Le Comité attendait avec intérêt les vues et recommandations du CAC qui seraient formulées dans son rapport d'ensemble annuel pour 1990 en ce qui concerne la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986-1990);

g) Le Comité a recommandé que lors de la vingt-cinquième série de réunions communes du CPC et du CAC, les deux organes examinent les informations qui leur seraient communiquées concernant un modèle de rapport d'ensemble annuel (révisé) du CAC.

402. Le Comité s'est félicité de la décision prise par le CAC de reconstituer le Comité consultatif pour les questions de fond (Programmes) afin de pouvoir disposer dans ses futurs rapports d'informations détaillées sur les programmes et ressources des organismes des Nations Unies, comme l'ont demandé les Etats Membres. Le Comité espérait que tous les organismes du système contribueraient activement à cet effort. Compte tenu des accords régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, le Comité a souligné qu'il était essentiel que les ressources mises à la disposition des organismes des Nations Unies soient allouées et utilisées de la manière la plus rentable, dans l'intérêt de tous les pays, plus particulièrement des pays en développement.

403. Le Comité a pris note des efforts entrepris par le CAC pour améliorer son propre fonctionnement ainsi que celui de ses organes subsidiaires. Il attend avec intérêt le résultat de ces efforts. Il a par ailleurs recommandé que le CAC prenne les dispositions voulues pour assurer l'application cohérente et systématique de ses propres recommandations.

404. Le Comité a souligné l'importance de la décision de l'Assemblée générale selon laquelle le rapport d'ensemble du CAC continuerait à être soumis au CPC et au Conseil économique et social, puis à l'Assemblée générale, avec les conclusions et recommandations pertinentes de ces deux organes, conformément à la pratique actuelle. Le rapport d'ensemble annuel du CAC étant le principal rapport consacré aux activités de l'ensemble du système des Nations Unies, devrait, avec les conclusions et recommandations y relatives, bénéficier de toute l'attention et toute la considération voulues, aussi bien au Conseil économique et social qu'à l'Assemblée générale.

3. Réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination

405. Le Comité a pris acte du rapport sur la vingt-quatrième série de réunions communes des deux organes (E/1990/4) et a recommandé au Conseil économique et social de faire siennes les conclusions et recommandations qui y figurent.

406. Le Comité a réaffirmé l'importance qu'il attachait à ces réunions communes, qui offraient aux Etats Membres et aux chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies l'occasion unique de dialoguer.

407. Le Comité a pris note avec satisfaction des améliorations apportées lors de cette vingt-quatrième série de réunions communes, en particulier en ce qui concerne le choix des thèmes à examiner, les réunions préparatoires ayant pour objet de mieux cibler les travaux des réunions communes et l'adoption des conclusions et recommandations.

408. Le Comité estimait toutefois que d'autres améliorations étaient nécessaires. Il a recommandé d'organiser les réunions communes de telle sorte que les participants aient le maximum de possibilités de dialoguer en toute liberté et d'avoir des échanges de vues francs et détaillés. Les réunions communes ne devraient pas consister simplement en la lecture de déclarations rédigées à l'avance.

409. Le Comité est convenu que les réunions communes continueraient à être précédées de réunions préparatoires adéquates. Il faudrait s'efforcer de ne pas prévoir des réunions de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale en même temps que celles des réunions communes. Les documents établis à l'intention des réunions communes devraient être mis à la disposition des participants en temps opportun.

410. Les chefs de secrétariat et les représentants des Etats Membres, au niveau le plus élevé possible, devraient faire tout leur possible pour participer aux réunions communes.

411. Le Comité a prié le Secrétaire général de communiquer ses vues aux chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies et de les encourager à participer activement aux futures réunions communes.

**D. Projet de plan d'action à l'échelon du système
sur la lutte contre l'abus des drogues**

412. A ses 36^e et 37^e séances, le 31 mai, le Comité a étudié le plan d'action à l'échelon du système sur la lutte contre l'abus des drogues (E/1990/39), en même temps que le programme 28, Contrôle international des drogues, du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 [A/45/6 (Prog. 28)].

Examen de la question

413. Certaines délégations ont été d'avis que le plan d'action représentait un nouvel instrument reflétant la coopération internationale actuelle et à venir dans le domaine de la lutte contre l'abus des drogues et qu'il connaît une bonne idée d'ensemble des activités menées par le système des Nations Unies ainsi que de celles qu'il envisageait. Certaines délégations, tout en se félicitant des efforts déployés par le Secrétariat, ont néanmoins estimé qu'il était possible d'adopter une approche encore plus rigoureuse.

414. Un certain nombre de délégations ont estimé que le plan représentait un effort louable mais qu'il ne traduisait pas l'équilibre atteint dans le Programme d'action mondial adopté par l'Assemblée générale à sa dix-septième session extraordinaire (résolution S-17/2 du 23 février 1990, annexe); il ne reflétait pas non plus suffisamment tous les textes qui en portaient autorisation ni l'ensemble des activités prévues dans le Programme d'action mondial. Entre autres activités, les délégations ont évoqué celles qui concernaient des programmes de développement de remplacement, y compris les cultures de substitution et leur financement, le renforcement des moyens dont disposaient les Etats de transit pour faire appliquer la loi et l'octroi d'une aide en vue de réduire les stocks excédentaires de drogues licites.

415. Quelques délégations ont également été d'avis que le plan d'action à l'échelon du système n'était pas pleinement conforme aux principes énoncés par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/141 du 15 décembre 1989, essentiellement pour ce qui était des délais à respecter et des objectifs précis que les organismes des Nations Unies devaient atteindre.

416. Certaines délégations ont souligné qu'il fallait mentionner dans le programme le rôle de coordination générale que le CAC devait jouer dans ce domaine. D'autres ont soutenu que ce rôle de coordination incombait à l'Office des Nations Unies à Vienne.

417. Certaines délégations ont estimé que toute décision ou recommandation concernant le plan pourrait bénéficier des vues de la réunion d'experts chargée de renforcer l'efficacité du dispositif mis en place à l'Organisation pour lutter contre l'abus des drogues, demandée par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/141.

418. Un certain nombre de délégations ont été d'avis que les informations données concernant les ressources nécessaires étaient de nature très générale et qu'elles devraient être précisées. Une présentation plus transparente était souhaitable pour mieux illustrer la distinction entre le budget ordinaire et les ressources extrabudgétaires, tant pour l'ONU elle-même que pour les autres organismes du système.

419. Quelques délégations ont été d'avis qu'il fallait poursuivre les efforts pour définir avec plus de précision les responsabilités des services des Nations Unies chargés de la lutte contre les drogues et le rôle des institutions spécialisées dans la réalisation des objectifs du Programme d'action mondial et qu'un inventaire des activités complémentaires menées par les Etats Membres pour donner suite à la recommandation qui leur a été adressée par l'Assemblée générale pourrait donner à l'avenir une meilleure idée de la situation.

Conclusions et recommandations

420. Le Comité a pris note du plan d'action à l'échelon du système sur la lutte contre l'abus des drogues, a décidé de le transmettre au Conseil économique et social et d'appeler l'attention de celui-ci sur la nécessité de mettre au point une version révisée de ce plan tenant pleinement compte de tous les textes et de toutes les activités énoncées dans le Programme d'action mondial, en vue de la soumettre à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session.

421. En outre, le Comité a recommandé que le Secrétaire général établisse un état des incidences sur le budget-programme de la mise en oeuvre de tous les mandats et activités compris dans le Programme d'action global, compte tenu des débats qui ont eu lieu au Comité du programme et de la coordination au titre de ce point de l'ordre du jour, en vue de le soumettre à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session.

V. RAPPORTS DU CORPS COMMUN D'INSPECTION

422. A ses 9e et 10e séances, le 11 mai, le Comité a examiné le rapport du CCI intitulé "Rapport final sur l'application de la résolution 32/197 de l'Assemblée générale relative à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies" (A/44/486), qu'il avait retenu à sa session d'organisation, ainsi que les observations du Secrétaire général sur ledit rapport (A/44/486/Add.1).

Examen de la question

423. Certaines délégations ont noté que le rapport apportait une contribution intéressante au débat en cours sur la structure des secteurs économique et social du système des Nations Unies, mais on a noté aussi que certains aspects et recommandations du rapport étaient dépassés du fait des événements survenus depuis son adoption.

424. Un certain nombre de délégations ont déclaré qu'elles appuyaient le renforcement de l'Office des Nations Unies à Vienne en tant que centre pour le développement social et les affaires humanitaires. D'autres délégations ont estimé que ce renforcement ne devait pas se faire aux dépens d'autres départements.

425. Certaines délégations ont estimé qu'il convenait d'étudier plus avant la possibilité de regrouper au sein des mêmes unités du Secrétariat les activités ayant trait à des questions similaires, par exemple celles qui intéressent l'énergie et les ressources naturelles.

426. On a déclaré que la restructuration du secteur social au sein du système des Nations Unies et le renforcement correspondant de l'ONUV, conformément à la résolution 32/197 du 20 décembre 1977 et aux intentions du Secrétaire général énoncées dans le document A/44/486/Add.1, devraient s'opérer dans le cadre du plan à moyen terme pour la période 1992-1997. D'autres délégations ont estimé que le Comité pourrait accepter les observations formulées par le Secrétaire général dans le document A/44/486/Add.1. D'autres n'étaient pas de cet avis.

427. Certaines délégations ont estimé que le Conseil économique et social avait décidé, par sa résolution 1988/77, de recevoir directement les analyses thématiques prospectives qui remplaceraient les analyses interinstitutions des programmes et ont pensé que le Conseil préciserait à sa session d'été les procédures exactes à suivre.

428. D'autres délégations ont réaffirmé qu'il incombait encore au Comité de fournir une assistance au Conseil économique et social en matière de coordination. On a fait observer que la nouvelle analyse thématique était l'un des instruments de coordination. Ces délégations ont donc souligné qu'il était nécessaire que le Conseil continue à bénéficier des commentaires, des conclusions et des recommandations du Comité sur diverses analyses thématiques pour être mieux à même d'examiner lesdites analyses.

429. Certaines délégations ont proposé qu'une session annuelle de synthèse du Conseil économique et social se tienne à New York avant l'Assemblée générale, en vue d'examiner d'un point de vue intégré toutes les questions de développement ayant un caractère économique et social.

430. D'autres délégations ont estimé qu'en attendant la conclusion d'un accord sur la restructuration des secteurs économique et social de l'Organisation des Nations Unies, il fallait maintenir la pratique actuelle concernant la tenue des sessions du Conseil économique et social.

Conclusions et recommandations

431. Le Comité, rappelant la recommandation qu'il avait faite à sa vingt-neuvième session concernant des modalités plus satisfaisantes pour l'examen des rapports du Corps commun d'inspection 5/, a décidé de retenir un rapport et de l'examiner au début de la session. Le Comité a estimé également que cet arrangement pourrait être maintenu à l'avenir.

432. Le Comité a pris note avec intérêt du rapport du Corps commun d'inspection et des observations du Secrétaire général sur ledit rapport. Il a noté aussi que le rapport final était le dernier d'une série de sept rapports établis par le Corps commun d'inspection au sujet de l'application de la résolution 32/197.

433. Le Comité a décidé de communiquer ses observations au Conseil économique et social pour qu'il les examine dans le cadre du dialogue sur la revitalisation du Conseil et sur l'efficacité du fonctionnement administratif et financier des organismes des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes (résolution 44/103).

434. Le Comité a pris note de la recommandation 1 et a recommandé que le Conseil économique et social adopte des mesures à ce sujet, selon que de besoin. Le Comité a noté aussi qu'à la suite de la publication du rapport du Corps commun d'inspection, le Conseil avait pris dans sa résolution 1989/114 et sa décision 1990/205 un certain nombre de mesures supplémentaires visant à améliorer son fonctionnement.

435. En ce qui concerne les recommandations 2 et 3, on a d'une manière générale appuyé la pleine utilisation des mécanismes de coordination existants, tant formels qu'informels.

436. En ce qui concerne la recommandation 4, le Comité a pris note des observations du Secrétaire général sur la structure du Secrétariat. A cet égard, on attendait les propositions que le Secrétaire général fera selon que de besoin en ce qui concerne le renforcement de l'Office des Nations Unies à Vienne, comme demandé dans la résolution 44/201 B du 21 décembre 1989. Le Comité a plus particulièrement reconnu l'approche intégrée du développement et, partant, la nécessité de maintenir au sein du Secrétariat une capacité multidisciplinaire en matière de recherche, comme envisagé dans la résolution 32/197, et la nécessité d'avoir une unité centrale chargée des statistiques. Le Comité, notant que le rapport ne mentionnait pas les mesures de décentralisation visant à renforcer les commissions régionales conformément à la résolution 32/197, et ayant à l'esprit la résolution 44/103 du 11 décembre 1989, a été d'avis que les recommandations auraient dû mentionner aussi le renforcement des structures régionales.

437. En ce qui concerne la recommandation 5, le Comité a reconnu l'importance des responsabilités du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et a fait sienne l'opinion selon laquelle il faudrait s'efforcer de permettre au Directeur général de continuer à assumer, sous l'autorité du Secrétaire général, les responsabilités que lui assigne la résolution 32/197.

**VI. EXAMEN DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA TRENTE
ET UNIEME SESSION DU COMITE**

Note du Secrétariat

438. Conformément à l'alinéa 2 e) de la résolution 1979/41 du Conseil économique et social en date du 10 mai 1979 et au paragraphe 2 de la résolution 34/50 de l'Assemblée générale en date du 23 novembre 1979, le Comité doit soumettre au Conseil et à l'Assemblée, pour examen, l'ordre du jour provisoire de sa trente et unième session, ainsi que la liste des documents demandés. Conformément au paragraphe 8 de l'annexe à la résolution 2008 (LX) du Conseil en date du 14 mai 1976, la trente et unième session du Comité durera quatre semaines.

439. A sa 51e séance, le 7 juin, le Comité a examiné l'ordre du jour provisoire et la documentation de sa trente et unième session sur la base d'une note du Secrétariat (E/AC.51/1990/L.4).

440. A la même séance, le Comité a décidé de soumettre au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, pour examen, l'ordre du jour provisoire de sa trente et unième session, qui est reproduit ci-après, sous réserve des nouveaux points de l'ordre du jour ou rapports qui pourraient être approuvés par le Comité à la reprise de sa trentième session :

1. Election du bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Questions relatives au programme :

a) Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993;

Documentation :

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 (sous forme de fascicules)

b) Exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies;

Documentation :

Rapport du Secrétaire général sur la méthodologie de contrôle et de compte rendu de l'exécution du programme de l'Organisation (A/45/16, par. 341)

c) Etats d'incidences sur le budget-programme et critères d'utilisation et de fonctionnement du fonds de réserve;

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'examen des procédures d'établissement des états d'incidences sur le budget-programme et des critères d'utilisation et de fonctionnement du fonds de réserve (A/44/16, par. 284)

d) **Evaluation.**

Documentation

Rapport du Secrétaire général rendant compte de l'évaluation approfondie du programme de la Commission économique pour l'Afrique concernant les questions et politiques relatives au développement (A/44/16, par. 294)

Rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'évaluation approfondie du programme relatif à l'assistance et à la protection internationales accordées aux réfugiés (A/44/16, par. 318, E/AC.51/1989/6, par. 3, et paragraphe 1 de la section IV de la résolution 44/194 de l'Assemblée générale)

Examen triennal du programme concernant les questions et politiques relatives au développement (A/39/38, par. 364 et A/44/16, par. 319)

Rapport du Secrétaire général sur l'évaluation en profondeur du programme relatif au désarmement (A/43/16, par. 89 et 90, E/AC.51/1989/6, par. 3, paragraphe 1 de la section IV de la résolution 44/194 de l'Assemblée générale et E/AC.51/1990/L.3/Add.4, par. 2)

4. **Questions relatives à la coordination :**

Rapport du Comité administratif de coordination et préparation des réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination.

Documentation

Rapport général annuel du Comité administratif de coordination pour 1990

Rapport des Présidents du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination sur la vingt-cinquième série de réunions communes des deux Comités

5. **Rapports du Corps commun d'inspection.**

6. **Ordre du jour provisoire de la trente-deuxième session du Comité.**

7. **Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa trente et unième session.**

Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-neuvième session, Supplément No 38 (A/39/38, par. 388).

2/ Ibid., quarante et unième session, Supplément No 49 (A/41/49).

3/ Ibid., quarante-troisième session, Supplément No 16 (A/43/16).

4/ Ibid., quarante-quatrième session, Supplément No 16 (A/44/16), par. 294.

5/ Ibid., par. 372.

Annexe I

ORDRE DU JOUR DE LA TRENTIEME SESSION DU COMITE

- 1. Election du bureau.**
- 2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.**
- 3. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies.**
- 4. Questions relatives au programme :**
 - a) Projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997;**
 - b) Exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1988-1989;**
 - c) Plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993;**
 - d) Evaluation;**
 - e) Questions relatives au budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991.**
- 5. Questions relatives à la coordination :**
 - a) Analyses interorganisations des programmes;**
 - b) Rapport du Comité administratif de coordination et préparation des réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination;**
 - c) Renforcement de la coordination entre les organismes des Nations Unies.**
- 6. Rapports du Corps commun d'inspection.**
- 7. Ordre du jour provisoire de la trente et unième session du Comité.**
- 8. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa trentième session.**

Annexe II

LISTE DES DOCUMENTS DONT LE COMITE ETAIT SAISI LORS DE LA PREMIERE PARTIE DE SA TRENTIEME SESSION

A/45/6 **Projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997**

Introduction

Annexe à l'introduction

- | | |
|---------------------|---|
| Programme 1 | Bons offices et rétablissement de la paix, maintien de la paix, recherche et collecte d'informations |
| Programme 2 | Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité |
| Programme 3 | Affaires politiques, affaires de l'Assemblée générale et services de secrétariat |
| Programme 4 | Questions politiques spéciales, tutelle et décolonisation |
| Programme 5 | Question de Palestine |
| Programme 6 | Elimination de l'<u>apartheid</u> |
| Programme 7 | Désarmement |
| Programme 8 | Utilisations pacifiques de l'espace |
| Programme 9 | Droit international |
| Programme 10 | Droit de la mer et affaires maritimes |
| Programme 11 | Questions et politiques générales, y compris la coordination |
| Programme 12 | Questions et politiques relatives au développement mondial |
| Programme 13 | Commerce international |
| Programme 14 | Financement du développement, flux de ressources et dette extérieure |
| Programme 15 | Pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires, et programmes spéciaux |
| Programme 16 | Environnement |
| Programme 17 | Science et technique au service du développement |
| Programme 18 | Population |
| Programme 19 | Ressources naturelles |
| Programme 20 | Energie |

Programme 21	Administration et finances publiques
Programme 22	Etablissements humains
Programme 23	Sociétés transnationales
Programme 24	Statistiques
Programme 25	Questions et politiques mondiales dans le domaine social
Programme 26	Intégration de groupes sociaux
Programme 27	Promotion de la femme
Programme 28	Contrôle international des drogues
Programme 29	Prévention du crime et justice pénale
Programme 30	Coopération régionale pour le développement en Afrique
Programme 31	Coopération régionale pour le développement en Asie et dans le Pacifique
Programme 32	Coopération régionale pour le développement en Europe
Programme 33	Coopération régionale pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes
Programme 34	Coopération régionale pour le développement en Asie occidentale
Programme 35	Promotion et protection des droits de l'homme
Programme 36	Protection internationale des réfugiés et assistance aux réfugiés
Programme 37	Secours en cas de catastrophe et atténuation des effets des catastrophes, et programmes spéciaux d'urgence
Programme 38	Information
Programme 39	Services de conférence et de bibliothèque
Programme 40	Direction et gestion administratives
Programme 41	Gestion des ressources humaines
Programme 42	Planification des programmes, budget et finances
Programme 43	Services généraux
Programme 44	Services destinés au public

A/44/272	Rapport du Secrétaire général sur les divers aspects de l'établissement des priorités dans les prochains plans généraux du projet de budget-programme
A/44/486 et Add.1	Note du Secrétaire général transmettant le rapport final sur l'application de la résolution 32/197 de l'Assemblée générale relative à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies
A/45/204	Rapport du Secrétaire général sur l'application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale
A/45/218 et Corr.1 et Add.1 et Add.1/Corr.1	Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1988-1989
A/45/226	Rapport analytique du Secrétaire général sur l'application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale
A/45/279	Note du Secrétariat : récapitulatif ou sommaire des observations et recommandations formulées par les Etats Membres et les organes intergouvernementaux depuis 1988 touchant le projet d'introduction au plan à moyen terme pour la période 1992-1997
E/1990/4	Rapport des Présidents du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination sur la vingt-quatrième série de réunions communes des deux organes
E/1990/18 et Add.1	Rapport d'ensemble annuel du Comité administratif de coordination pour 1989
E/1990/39 et Corr.1	Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues
E/AC.51/1990/1/Rev.1	Ordre du jour provisoire de la trentième session
E/AC.51/1990/2	Rapport du Secrétaire général sur l'évaluation approfondie du programme relatif aux établissements humains
E/AC.51/1990/3 et Corr.1	Rapport complémentaire du Secrétaire général sur l'évaluation approfondie du programme relatif au désarmement
E/AC.51/1990/4	Rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'évaluation approfondie du grand programme relatif à la science et à la technique
E/AC.51/1990/5	Rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'évaluation approfondie du programme concernant les questions et politiques relatives au développement : CEA

E/AC.51/1990/6	Rapport du Secrétaire général sur l'analyse interorganisations des programmes du système des Nations Unies concernant le développement industriel
E/AC.51/1990/7	Note du Secrétaire général sur l'évaluation du programme relatif à l'assistance et à la protection accordées aux réfugiés
E/AC.51/1990/8	Rapport sur la suite donnée à l'analyse interorganisations des programmes d'activité des organismes des Nations Unies dans les domaines de la recherche économique et sociale et de l'analyse décisionnelle
E/AC.51/1990/INF.1	Liste des délégations
E/AC.51/1990/L.1/Rev.3	Projet de programme de travail
E/AC.51/1990/L.2/Rev.1	Note du Secrétariat sur l'état d'avancement de la documentation de la session
E/AC.51/1990/L.3 et Add.1 à 53	Projet de rapport du Comité sur les travaux de sa trentième session
E/AC.51/1990/L.4	Projet d'ordre du jour provisoire pour la trente et unième session du Comité

Incidences sur le budget-programme des recommandations contenues dans le rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de la première partie de sa trentième session

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 4.1 du règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation

1. Lors de la première partie de sa trentième session, tenue à New York du 7 mai au 11 juin 1990, le Comité du programme et de la coordination (CPC) a fait plusieurs recommandations dont la mise en oeuvre aurait des incidences sur le budget-programme. Ces recommandations et leurs incidences sont présentées ci-après, conformément à l'article 4.8 du règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation.

I. CHAPITRE 28 (ADMINISTRATION ET GESTION) DU PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1990-1991

A. Planification, budgétisation et contrôle des programmes

2. Au paragraphe 341 de son rapport, le Comité a recommandé que le Secrétaire général lui présente, à sa trente et unième session, un rapport sur la méthodologie de contrôle et de compte rendu de l'exécution du programme de l'Organisation, en tenant compte des recommandations et conclusions présentes et précédentes du Comité, des directives et règles régissant la planification et la budgétisation des programmes et des principes de programmation et de budgétisation tels qu'ils sont énoncés dans la résolution 41/213 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1983, et des résolutions ultérieures pertinentes.

3. L'activité décrite au paragraphe 2 ci-dessus relèverait du sous-programme 4 du programme 3 du chapitre 26 du plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (prolongée jusqu'à 1991), tel qu'il a été révisé ^{a/}.

4. Si l'Assemblée générale approuvait la recommandation du CPC, un produit supplémentaire, libellé comme suit, serait inclus au titre de l'élément 4.1, du sous-programme 4 du programme 3 du chapitre 28B du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 :

- ii) Rapport du Secrétaire général sur la méthodologie de contrôle et de compte rendu de l'exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies (premier trimestre de 1991).

B. Evaluation

5. Au paragraphe 358 de son rapport, le Comité a recommandé que l'évaluation du programme relatif au désarmement à laquelle il doit procéder soit effectuée à la trente et unième session en 1991, compte tenu des conclusions et recommandations pertinentes formulées à sa vingt-neuvième session, des articles pertinents du règlement et des règles régissant la planification et la budgétisation des programmes ainsi que des observations du Secrétaire général concernant l'évaluation des programmes politiques, qui figurent aux paragraphes 47 à 57 de son rapport (E/AC.51/1990/3 et Corr.1).

6. L'activité décrite au paragraphe 5 ci-dessus relève du programme 4 du chapitre 26 du plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (prolongée jusqu'à 1991), tel qu'il a été révisé p/.

7. Le produit correspondant à l'application de la recommandation ci-dessus était initialement inclus dans le budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991 [voir A/44/6/Rev.1, par. 28B.5, 1.2 ii)]. Il a toutefois été supprimé [A/44/16/Add.1, par. 11 a)], suite à l'approbation par l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session [résolution 44/194, sect. IV, par. 1)] de la recommandation faite par le Comité, à sa ving-neuvième session g/, de reporter une décision finale sur le rapport d'évaluation concernant le programme relatif au désarmement.

8. Si l'Assemblée générale approuvait la recommandation exposée au paragraphe 5, le produit serait de nouveau inclus dans l'élément de programme 1.2 de l'unique sous-programme du programme 4 du chapitre 28B du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991, et serait libellé comme suit :

viii) Rapport au Comité sur l'évaluation approfondie du programme relatif au désarmement (premier trimestre de 1991).

9. Les activités décrites aux paragraphes 4 et 8 ci-dessus seraient exécutées au moyen des ressources allouées au chapitre 28 du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991.

II. PROJET DE PLAN A MOYEN TERME POUR LA PERIODE 1992-1997

10. Au paragraphe 32 de son rapport, le Comité a décidé de revenir sur la question de l'affectation de rangs de priorité aux divers sous-programmes du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, notamment dans le secteur politique, lors de la reprise de sa trentième session, sur la base des informations complémentaires que le Secrétaire général fournira après son examen de la question générale de l'établissement des priorités.

11. Le Secrétaire général présentera au Comité, à la reprise de sa trentième session, un document de séance contenant, entre autres, les informations mentionnées au paragraphe 10 ci-dessus.

12. Au paragraphe 146 a) de son rapport, le Comité a recommandé l'approbation du programme 11 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, étant entendu que le sous-programme 5 du programme 11 serait amélioré et élargi de façon à former un projet de programme distinct relatif au redressement économique et au développement de l'Afrique, conformément aux règles et règlements régissant la planification des programmes, et que ce projet de programme lui soit présenté à la reprise de sa trentième session.

13. Le Secrétaire général présentera au Comité, à la reprise de sa trentième session, un projet de programme distinct relatif au redressement économique et au développement de l'Afrique.

14. Au chapitre III.A de son rapport, le Comité a recommandé l'approbation des divers programmes du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, sous réserve d'un certain nombre de modifications. Si l'Assemblée générale approuvait ces recommandations, les modifications apparaîtraient dans la version définitive du plan à moyen terme (A/45/6/Rev.1).

III. COORDINATION

15. Au paragraphe 146 b) de son rapport, le Comité a recommandé l'approbation du programme 1 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 étant entendu en outre (voir également par. 12 ci-dessus) que le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination (CAC) établirait un plan d'action à l'échelle du système pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, compte tenu de l'évolution de la situation, et le présenterait au Comité à sa trente-deuxième session en 1992.

16. Si l'Assemblée générale approuvait la recommandation énoncée au paragraphe 15 ci-dessus, les activités préparatoires nécessaires durant le présent exercice biennal seraient exécutées au titre du chapitre 5A du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale) ainsi qu'au titre d'autres chapitres, selon qu'il convient; le produit supplémentaire nécessaire serait inclus dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993.

17. Au paragraphe 421 de son rapport, le Comité a recommandé que le Secrétaire général établisse, en vue de le soumettre à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session, un état des incidences sur le budget-programme de la mise en oeuvre de tous les mandats et activités compris dans le Programme d'action mondial adopté par l'Assemblée à sa dix-septième session extraordinaire (résolution S-17/2, annexe), en tenant compte des débats qui ont eu lieu au CPC au titre du point de l'ordre du jour concernant le programme d'action mondial proposé pour la lutte contre l'abus des drogues.

18. Le Secrétaire général présentera à l'Assemblée générale, à sa quarante-cinquième session, un état relatif aux activités à entreprendre par l'Organisation des Nations Unies.

Notes

a/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-troisième session, Supplément No 6 (A/43/6), par. 26.53 à 26.58.

b/ Ibid., par. 26.59 à 26.67.

c/ Ibid., quarante-quatrième session, Supplément No 16 (A/44/16), par. 305.

Deuxième partie

**RAPPORT DU COMITE DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION SUR LES
TRAVAUX DE LA SECONDE PARTIE DE SA TRENTIEME SESSION***

**Tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies
du 17 au 22 septembre 1990**

* Initialement publié le 27 septembre 1990 sous forme ronéotypée sous la cote A/45/16 (Partie II).

I. ORGANISATION DE LA SESSION

1. Le Comité du programme et de la coordination a tenu la reprise de sa trentième session au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 17 au 22 septembre 1990. Il a tenu huit séances (60e à 67e) et un certain nombre de réunions consultatives informelles.

A. Ordre du jour

2. L'ordre du jour de la reprise de la trentième session est reproduit à l'annexe I.

B. Participation

3. Les Etats suivants, membres du Comité, étaient représentés :

Allemagne, République fédérale d'	Japon
Algérie	Kenya
Argentine	Maroc
Autriche	Mexique
Bahamas	Ouganda
Bahreïn	Pakistan
Bangladesh	Pologne
Bénin	Roumanie
Cameroun	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Canada	Suède
Chine	Trinité-et-Tobago
Colombie	Union des Républiques socialistes soviétiques
Côte d'Ivoire	Venezuela
Cuba	Yougoslavie
Etats-Unis d'Amérique	Zambie
France	
Inde	

4. Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ci-après étaient représentés par des observateurs :

Brésil
Costa Rica
Egypte
Espagne
Finlande
Hongrie
Italie
Norvège
Pays-Bas
Portugal
Tunisie

5. Les institutions spécialisées suivantes étaient représentées :

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Organisation mondiale de la santé.

6. Ont également assisté à la session le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, le Sous-Secrétaire général à la planification des programmes, au budget et aux finances, le Contrôleur et d'autres hauts fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

C. Documentation

7. La liste des documents soumis au Comité lors de la reprise de sa trentième session figure à l'annexe II.

D. Adoption du rapport du Comité

8. A sa 67e séance, le 22 septembre, le Comité a adopté le projet de rapport sur la reprise de sa trentième session (E/AC.51/1990/L.7 et Add.1 à 5), tel qu'il avait été oralement révisé et amendé au cours du débat.

II. QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME

A. Projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997

1. Programme 45. Redressement, développement et transformation économiques de l'Afrique

9. A ses 62e et 63e séances, les 18 et 19 septembre, le Comité a examiné le programme 45 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, intitulé "Redressement, développement et transformation économiques de l'Afrique".

Examen de la question

10. Plusieurs délégations se sont félicitées de l'importance que le Secrétaire général attachait au développement économique de l'Afrique. Elles ont prié instamment la communauté internationale de concrétiser son engagement en fournissant une assistance, sous la forme notamment de ressources financières, aux pays de la région. Elles ont souligné la nécessité de renforcer la coordination pour que les organisations du système appliquent efficacement les décisions intergouvernementales relatives au redressement et au développement de l'Afrique. Le projet de plan d'action à l'échelle du système pour le redressement et le développement économiques de l'Afrique pourrait servir de cadre à cette fin. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) aurait à jouer un rôle clef dans l'exécution du programme.

11. Plusieurs délégations ont réaffirmé la priorité assignée par l'Assemblée générale à l'Afrique et souligné qu'il convenait d'allouer des ressources suffisantes au programme afin d'en garantir la mise en oeuvre efficace et intégrale conformément à ce caractère prioritaire.

12. Quelques délégations ont estimé, qu'à l'exception de la décision 44/411, les résolutions de l'Assemblée générale citées comme portant autorisation de ce sous-programme n'avaient pas de lien direct avec celui-ci. D'autres délégations ne partageaient pas ce point de vue.

Recommandations générales

13. Le Comité s'est déclaré généralement satisfait du contenu et de l'orientation du programme, qui avait été élaboré à la lumière des observations qu'il avait formulées lors de la première partie de sa trentième session. Il a estimé qu'il convenait de préciser davantage les éléments du programme sur la base des décisions que l'Assemblée générale et d'autres organismes intergouvernementaux pourraient prendre ultérieurement à ce sujet, ainsi que de l'examen et de l'évaluation finals du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique auxquels l'Assemblée procéderait lors de sa quarante-sixième session.

14. Le Comité a recommandé de mettre l'accent sur la mobilisation des ressources.

15. Le plan d'action à l'échelle du système pour le redressement économique et le développement de l'Afrique devrait être établi suivant la méthode et le mode de présentation utilisées pour l'élaboration du plan de lutte contre la drogue, compte tenu également des conclusions et des recommandations contenues au paragraphe 146 du rapport du Comité sur la première partie de sa trentième session.

16. Le Secrétaire général devrait fournir tout l'appui nécessaire à la mise en oeuvre du Programme.

Conclusions et recommandations

17. Le Comité a recommandé d'approuver le programme 45 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, sous réserve des modifications ci-après :

a) Modifier le titre du programme qui se lirait comme suit : "Afrique : situation économique critique, redressement et développement";

b) Modifier le titre du sous-programme 1 qui se lirait comme suit : "Mobilisation des ressources", et intégrer les aspects de ce sous-programme relatifs à la coordination à la section 2 du programme intitulée : "Stratégie et coordination";

c) Modifier le titre du sous-programme 2 comme suit : "Contrôle, évaluation et suivi de la mise en oeuvre des programmes d'action, y compris leurs aspects financiers";

d) Modifier comme suit le début du texte de l'alinéa b) du paragraphe 45.12 : "Contrôler, évaluer et suivre l'évolution du développement économique et social en Afrique en vue d'aider les pays africains, à la demande des gouvernements, à définir et promouvoir des politiques et activités..." (Le reste du paragraphe ne change pas);

e) Réorganiser les différentes activités prévues compte tenu des nouveaux intitulés des sous-programmes, notamment :

i) Placer les paragraphes 45.16 à 45.18 dans la section 2 intitulée "Stratégie et coordination";

ii) Placer les alinéas a) i) et iii) du paragraphe 45.20 dans le sous-programme 3 : "Campagne mondiale de sensibilisation à la situation économique critique de l'Afrique";

iii) Rattacher les activités énumérées aux alinéas c) et d) du paragraphe 45.28 au sous-programme 1, puisqu'elles concernent la mobilisation des ressources;

f) Intégrer l'alinéa b) du paragraphe 45.20 à la section 2 "Stratégie et coordination";

g) Supprimer, à l'alinéa d) du paragraphe 45.20, le membre de phrase suivant : "y compris l'établissement de la documentation";

h) A l'alinéa a) ii) du paragraphe 45.20, ajouter "concrètement" après le verbe "traduire";

i) A l'alinéa c) du paragraphe 45.28, remplacer "décideurs" par "donateurs";

j) A la fin de l'alinéa d) du paragraphe 45.28, remplacer le membre de phrase suivant : "obtenir le soutien de ces groupes cibles en vue du redressement et du développement de l'Afrique" par le membre de phrase ci-après : "mobiliser les ressources nécessaires au redressement et au développement de l'Afrique";

k) Lire comme suit le titre du sous-programme 3 : "Campagne mondiale de sensibilisation à la situation économique critique de l'Afrique";

l) Ajouter au paragraphe 45.7 un nouvel alinéa e) rédigé ainsi : "Appuyer les efforts que font les pays africains pour renforcer leur propre capacité nationale en vue de parvenir à une croissance et à un développement auto-entretenus, notamment en fournissant à ces pays, à leur demande, des conseils au sujet des réformes de politique économique appropriées";

m) Remplacer le texte de l'alinéa e) ii) du paragraphe 45.20 par le texte suivant : "Promouvoir les efforts de la communauté internationale visant à améliorer le fonctionnement des marchés des produits de base afin d'assurer la stabilité et la prévisibilité des prix des produits de base, ainsi que des arrangements de compensation garantis et des programmes connexes".

2. Programme 31. Coopération régionale pour le développement en Asie et dans le Pacifique

18. A sa 66e séance, le 21 septembre, le Comité a été informé oralement des recommandations faites par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique à sa quarante-sixième session, tenue du 4 au 13 juin 1990, concernant l'établissement d'un ordre de priorité pour le programme 31 : Coopération régionale pour le développement en Asie et dans le Pacifique [A/45/6 (Prog. 31)].

Conclusions et recommandations

19. Le Comité a pris acte des informations fournies par le Secrétariat.

20. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale accorde l'attention voulue à la question de l'établissement d'un ordre de priorité entre les sous-programmes lorsqu'elle examinerait le programme 31 du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 à sa quarante-cinquième session.

B. Plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993

21. Conformément au paragraphe 1 de l'annexe I de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1986, le Comité a examiné, de sa 60e à sa 63e séance, du 17 au 19 septembre, le plan général du projet de budget-programme présenté par le Secrétaire général dans son rapport (A/45/369).

22. Le Comité a rappelé que, conformément à la résolution 41/213 de l'Assemblée générale et en sa qualité d'organe subsidiaire, il examinerait le plan général du budget-programme et, par l'intermédiaire de la Cinquième Commission, présenterait ses conclusions et recommandations à l'Assemblée. Il a également rappelé que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires étudierait le plan général conformément à son mandat et présenterait ses recommandations à l'Assemblée. Le Secrétaire général, se fondant sur les décisions de l'Assemblée relatives au plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993, préparerait pour sa part le projet de budget-programme pour l'exercice biennal suivant.

23. Le Comité a en outre rappelé que le plan général du prochain budget-programme s'inscrivait dans le processus d'amélioration de l'efficacité des activités menées par l'Organisation au service de la communauté internationale.

24. Le Comité a examiné les quatre aspects suivants du plan général du projet de budget-programme.

a) Estimations préliminaires des ressources à prévoir pour mener à bien le programme d'activités proposé pendant l'exercice biennal

25. Le Comité a noté les estimations préliminaires proposées par le Secrétaire général au paragraphe 6 de son rapport.

26. Le Comité recommande, conformément à son mandat, que les estimations préliminaires des ressources présentées par le Secrétaire général servent de base à une décision de l'Assemblée générale, qui prendrait en compte les éléments suivants :

a) Les recommandations faites par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur cette question conformément à son mandat, comme l'indique la résolution 41/213;

b) Les estimations devraient être considérées comme préliminaires et devraient tenir compte, eu égard au paragraphe 5 du rapport du Secrétaire général, des incidences de décisions que l'Assemblée générale pourrait adopter en 1990;

c) Les estimations devraient être suffisantes pour permettre la réalisation des activités que l'Organisation a décidé d'inscrire au programme du prochain exercice biennal dans le cadre du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997; à cet égard, le Comité tient à mettre l'accent sur les recommandations qu'il a faites, tant à sa session de printemps qu'à la reprise de sa session de 1990, au sujet du projet de plan à moyen terme;

d) Les estimations devraient être conçues de manière à fournir à l'Organisation suffisamment de latitude pour pouvoir entreprendre avec efficacité les tâches qui lui seront confiées par l'Assemblée générale dans le cadre de mandats nouveaux ou modifiés;

e) Les estimations ont un caractère global; à cet égard, le Comité note que la ventilation des prévisions pour 1992-1993 par grand programme du projet de plan à moyen terme, qui figure dans le rapport du Secrétaire général, n'a qu'un caractère illustratif;

f) Les estimations sont établies aux prix de 1990-1991 et n'incluent pas les types de dépenses mentionnés aux paragraphes 10 et 11 de l'annexe I de la résolution 41/213;

g) Le plan général du projet de budget-programme devrait être fondé sur l'hypothèse que la résolution 41/213 serait intégralement appliquée et que les programmes approuvés figurant dans le projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 seraient exécutés en 1992-1993 dans le cadre d'un budget-programme dont les modalités de financement seraient strictement observées, une fois qu'elles auraient été approuvées et que les crédits nécessaires auraient été ouverts.

b) Priorités reflétant les orientations générales, par grands secteurs

27. Le Comité a noté les propositions faites par le Secrétaire général à propos des priorités reflétant les orientations générales, par grands secteurs, comme demandé par l'Assemblée générale au paragraphe 1 b) de l'annexe I à sa résolution 41/213.

28. Le Comité a également noté que le Secrétaire général s'était référé, aux paragraphes 12 et 13 de son rapport, aux priorités énoncées dans l'introduction au projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997.

29. Le Comité a en outre noté que les priorités étaient indiquées d'une manière plus générale dans l'introduction au plan à moyen terme que dans le plan général. A cet égard, le Comité a rappelé que le projet de budget-programme a été élaboré dans le cadre du plan à moyen terme.

30. Le Comité propose que l'Assemblée générale examine les priorités reflétant les orientations générales, par grands secteurs, comme suggéré dans l'introduction au plan à moyen terme et dans le plan général, compte tenu des vues exprimées par les organes intergouvernementaux et les groupes d'experts compétents. Il convient d'accorder une attention particulière aux questions suivantes : maintien de la paix et de la sécurité internationales; développement économique des pays en développement; redressement économique et développement de l'Afrique; environnement; et lutte internationale contre la drogue.

c) Croissance réelle, positive ou négative, par rapport au budget précédent

31. Le Comité a noté que la croissance réelle proposée, par rapport au budget précédent, s'établissait à 0 %.

32. Le Comité a aussi noté que la croissance réelle avait été calculée sur la base de la méthodologie existante, également utilisée pour la présentation du budget-programme. Vu les défauts de la méthodologie appliquée actuellement, le Comité n'était pas en position d'évaluer avec précision l'incidence du taux envisagé de croissance réelle sur les programmes de l'Organisation. Le Comité recommande que le Secrétariat, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et l'Assemblée générale examinent plus avant cette méthodologie, ainsi que celle utilisée pour l'élaboration du plan général, y compris le traitement des dépenses non renouvelables et la question de la comparabilité avec les budgets-programmes. Tout en reconnaissant qu'il n'est pas aisé de modifier la méthodologie utilisée actuellement pour élaborer le plan général et le budget-programme, le Comité souligne la nécessité d'accroître la transparence.

d) Montant du fonds de réserve, exprimé en pourcentage du montant global des ressources

33. Ayant pris note du paragraphe 18 du rapport du Secrétaire général, le Comité a souligné l'importance du fonds de réserve, qui occupe une place essentielle dans le nouveau processus budgétaire.

34. Le Comité a en outre souligné que le montant du fonds de réserve, exprimé en pourcentage du montant global des ressources, devait être en sus des estimations préliminaires proposées par le Secrétaire général, ajustées en fonction des alinéas b) et f) du paragraphe 26 ci-dessus, et compte tenu des conclusions et recommandations pertinentes du Comité du programme et de la coordination et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

35. Le Comité a noté que l'Assemblée générale prendrait, à sa quarante-cinquième session, des décisions au sujet de l'utilisation du fonds de réserve pour l'exercice biennal 1990-1991.

36. Le Comité a également noté que, conformément à sa résolution 44/200 B du 21 décembre 1989, l'Assemblée générale examinerait à sa quarante-sixième session la question du montant et du mode de fonctionnement du fonds de réserve.

37. Le Comité recommande que l'Assemblée générale examine la question du fonds de réserve en tenant compte de l'évolution de la situation, du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et de toutes les décisions pertinentes.

C. Questions relatives au budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991

1. Rapport du Secrétaire général sur le réexamen des fonctions et de l'appui administratif des départements auxquels ont été confiés des mandats intéressant les questions de développement social à l'échelle mondiale

38. A sa 64e séance, le 19 septembre, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur le réexamen des fonctions et de l'appui administratif des départements auxquels ont été confiés des mandats intéressant les questions de développement social à l'échelle mondiale (A/C.5/45/4).

Examen de la question

39. Plusieurs délégations ont été d'avis que la question à l'examen, y compris tous les aspects du renforcement de l'Office des Nations Unies à Vienne, devait être abordée dans une optique globale, en tenant compte en particulier d'une répartition des activités courantes et nouvelles de l'Organisation des Nations Unies entre le Siège, Genève et Vienne ainsi que des locaux disponibles au Centre international de Vienne.

Conclusion

40. Le Comité a pris acte du rapport du Secrétaire général, compte tenu des vues exprimées durant l'examen de la question.

2. Prévisions révisées pour les chapitres 3, 13, 27 et 31 et le chapitre premier des recettes

41. A sa 66e séance, le 21 septembre, le Comité a examiné la question des prévisions révisées pour les chapitres 3, 13, 27 et 31, et le chapitre premier des recettes.

Examen de la question

42. Tout en se déclarant déçus que le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées pour les chapitres 3, 13, 27 et 31, et le chapitre premier des recettes n'ait pas été disponible dans toutes les langues officielles et n'ait donc pas pu être examiné par le Comité, un certain nombre de délégations ont fait officiellement des observations préliminaires sur les propositions du Secrétaire général.

43. D'autres délégations ont déclaré que, le texte du document n'étant pas disponible dans toutes les langues, elles n'étaient pas en mesure de faire des observations sur la question.

44. Quelques délégations ont appuyé la proposition visant à poursuivre certaines activités relatives à la Namibie jusqu'à leur achèvement. Elles ont également accueilli avec satisfaction la proposition tendant à transférer des ressources aux fins des activités prioritaires concernant l'apartheid et de la modernisation des installations de la Commission économique pour l'Afrique. Elles ont fait observer, toutefois, qu'aucune proposition n'avait été faite concernant certaines des ressources disponibles à la suite des propositions du Secrétaire général relatives au programme pour la Namibie, et elles ont estimé que ces ressources devraient être réaffectées à des activités hautement prioritaires, en particulier celles qui concernent l'Afrique. Certaines délégations ont également noté que les propositions du Secrétaire général concernant le Centre contre l'apartheid ne tenaient pas pleinement compte des vues exprimées par ces mêmes délégations lorsque l'Assemblée générale a examiné, à sa quarante-quatrième session, le budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991.

Conclusions et recommandations

45. Le Comité a noté avec regret que le rapport du Secrétaire général sur la question ne lui avait pas été soumis pour examen. Le Comité a prié instamment le Secrétaire général de faire en sorte qu'une telle situation ne se reproduise pas. Le Comité a recommandé que le rapport soit soumis, pour examen et suite à donner, à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session.

Examen des services de traduction et d'interprétation dans toutes les langues officielles à la Commission économique pour l'Afrique

46. A sa 66e séance, le 21 septembre, le Comité a examiné la question des services de traduction et d'interprétation dans toutes les langues officielles à la Commission économique pour l'Afrique.

Conclusions et recommandations

47. Le Comité a noté avec regret que le rapport du Secrétaire général sur cette question ne lui avait pas été soumis pour examen. Le Comité a prié instamment le Secrétaire général de faire en sorte qu'une telle situation ne se reproduise pas. Le Comité a recommandé que le rapport soit soumis, pour examen et suite à donner, à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session.

ANNEXE I

Ordre du jour de la reprise de la trentième session du Comité

1. Organisation des travaux.
2. Questions relatives au programme :
 - a) Projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997;
 - c) Plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993;
 - e) Questions relatives au budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991.
3. Adoption du rapport du Comité.

ANNEXE II

Liste des documents dont le Comité était saisi à la reprise de sa trentième session

A/44/272	Rapport du Secrétaire général sur les divers aspects de l'établissement des priorités dans les prochains plans généraux du projet de budget-programme
A/45/6 (Prog. 45)	Programme proposé pour le redressement, le développement et la transformation économiques de l'Afrique
A/45/369	Rapport du Secrétaire général contenant le plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993
A/C.5/45/2	Rapport du Secrétaire général sur les montants estimatifs révisés concernant les chapitres 3, 13, 27, 31 et le chapitre premier des recettes du budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991
A/C.5/45/4	Rapport du Secrétaire général sur le réexamen des fonctions et de l'appui administratif des départements auxquels ont été confiés des mandats intéressant les questions de développement social à l'échelle mondiale et propositions tendant à renforcer l'Office des Nations Unies à Vienne
E/AC.51/1990/L.5	Programme de travail
E/AC.51/1990/L.6	Etat de la documentation
E/AC.51/1990/L.7 et Add.1 à 5	Projet de rapport du Comité sur la reprise de sa trentième session